



JEUDI 6 AOÛT 2020

Si Dieu était tout puissant il y aurait des arbres sur la lune.

- ▶ Une interview de Jean-Marc Jancovici dans la revue Urbanisme de juin 2020 p.1
- ▶ Après le tsunami pétrolier, le choc ? p.6
- ▶ Pétrole: des pertes gigantesques et de sombres perspectives p.11
- ▶ Le budget carbone (Didier Mermin) p.13
- ▶ Pourquoi la croissance est essentielle : Un rejet des écomodernistes de gauche Phillips, Sharzer, Bastini et Parenti. (Ted Trainer) p.17
- ▶ Le masque tombe (James Howard Kunstler) p.22
- ▶ Quoi, Moi m'inquiéter ? Les humains sont aveugles face à l'effondrement imminent de l'environnement p.24
- ▶ CLIMAT, faut-il saboter les pipelines ? (Michel Sourrouille) p.28
- ▶ TOUJOURS FANTASIA CHEZ LES FOUS... (Patrick Reymond) p.29

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Alasdair Macleod : « le dollar sera détruit d'ici la fin de l'année » p.31
- ▶ Faillites de grandes entreprises, pertes abyssales, l'inquiétude monte encore (Charles Sannat) p.33
- ▶ La fin de ce système financier illusoire est proche p.34
- ▶ L'Amérique n'a jamais connu un tel désastre économique ! (Michael Snyder) p.34
- ▶ « Les détails du Grand Reset dévoilé par l'Homme des hommes de Davos » (Charles Sannat) p.37
- ▶ Pourquoi ils toussent (François Leclerc) p.42
- ▶ Éditorial: la Grande Réinitialisation n'est pas un mythe, elle a pignon sur rue. (Bruno Bertez) p.43
- ▶ TikTok et notre désespoir de dernière minute pour la mobilité sociale (Charles Hugh Smith) p.48

<>>> <>>> <>>> <>>> (0) <>>> <>>> <>>> <>>>

Une interview de Jean-Marc Jancovici dans la revue Urbanisme de juin 2020

Interview parue dans la [revue Urbanisme N° 417](#)

Un entretien avec Jean-Marc Jancovici, associé de [Carbone 4](#) et président du think tank [The Shift Project](#).



Propos recueillis par Stéphane Keita et Jean-Michel Mestres

Comment appréhendez-vous la trajectoire des villes pour parvenir à la neutralité carbone ?

Les villes n'ont pas d'existence autonome. En ville, vous ne fabriquez pas les vêtements que vous portez, vous ne faites pas pousser les aliments que vous mangez, vous ne produisez pas les biens que vous consommez. En cette période où les flux physiques sont fortement ralentis, il est facile de constater que les villes ne peuvent pas vivre indépendamment du reste. Quand les touristes chinois et américains ne sont plus là, Paris est beaucoup moins émissive en CO₂, mais une partie de la ville est à l'arrêt. Les Parisiens, heureusement, continuent à manger, car les camions circulent. Comme la ville est dépendante du reste du monde, aller vers une empreinte carbone nulle pour la ville, c'est en fait aller vers une empreinte carbone nulle pour la planète. Toute l'économie est interconnectée.

Si on se place dans une perspective séculaire, les grandes villes apparaissent dans des pays qui commencent à goûter aux joies de l'énergie abondante. Il faut deux conditions : d'abord que les gens ne soient plus nécessaires à la campagne, ce qui arrive avec le machinisme agricole et les engrais, c'est-à-dire l'énergie ; par ailleurs, il faut une production industrielle importante parce qu'en ville, on ne produit rien mais on loge les services, c'est-à-dire la gestion de la production physique. Il faut donc énormément de flux physiques à gérer et de machines au travail.

L'idée selon laquelle les services sont la marque d'une économie dématérialisée est hélas fausse. C'est l'inverse : ils correspondent à une économie matérielle, avec des machines et un monde très complexe dont la gestion nécessite beaucoup de monde. Si j'inverse le raisonnement, une ville dans un monde neutre en carbone, où il y a beaucoup moins d'énergie, doit être plus petite. C'est le paradoxe. Je ne crois pas une seconde qu'on puisse faire une conurbation « Ile-de-France » de 10 millions d'habitants qui soit neutre en carbone, ou qui arrivera à survivre économiquement, voire physiquement, dans un monde neutre en carbone. C'est impossible.

Que se passera-t-il si rien n'est fait ?

On croit qu'il suffit de vouloir continuer le monde actuel pour qu'il continue. S'il y a au moins un enseignement à tirer de la crise sanitaire et économique qui se déroule sous nos yeux, c'est que notre volonté n'est pas le seul déterminant dans cette affaire, et que le monde a ses propres mécanismes de régulation qui, de temps en temps, ne nous demandent rien. Le propre d'un monde qui n'est pas durable est de ne pas durer. S'il ne dure pas, c'est qu'il y a des mécanismes qui corrigent la trajectoire, et, si nous ne les avons pas souhaités, ils sont désagréables.

L'[équation de Kaya](#), bien connue des gens qui s'intéressent au climat, exprime que les émissions de CO2 sont le produit de la population, du PIB par personne, de l'énergie utilisée par unité de PIB, et des émissions de CO2 par unité d'énergie. Or les émissions de CO2 se mettront fatalement à baisser un jour, [soit parce qu'il y aura de moins en moins de combustibles à brûler](#), soit parce qu'un autre événement limitant sera intervenu, soit parce que nous l'aurons décidé. Mais cela arrivera un jour, c'est certain !

A ce moment là, si l'effort mené sur la partie technique (efficacité énergétique de l'économie ; baisse du contenu carbone de l'énergie) n'est pas en phase avec la baisse du CO2, la taille de la population ou son niveau de vie seront les variables d'ajustement. Jamais il n'a été dit que la réglementation sur les émissions était le seul facteur à même de les faire baisser ; ce peut être la limite du pétrole disponible, ou un accident de parcours comme celui que nous vivons en ce moment. En pareil cas, tout ce qui ne sera pas fait sur les marges de manoeuvre volontaires le sera sur des marges involontaires.

Quel serait le meilleur scénario pour la taille des villes ?

Il faut à la fois densifier et diminuer. Le bon modèle urbain, c'est Cahors ou Carcassonne, des petites villes très compactes, avec une barrière franche et derrière, plus de ville du tout. Grenoble, au fond d'une cuvette, pourrait correspondre à cette définition, même si la ville s'étale au fond de la vallée, et est probablement déjà trop grosse, ou encore Annecy. Une petite ville dépend moins des transports longue distance qu'une ville importante. L'Ile-de-France ne peut en aucune manière envisager de nourrir ses habitants avec son agriculture propre.

Historiquement, les villes anciennes ont été le plus souvent construites sur des bassins sédimentaires fertiles, et alimentées par les surplus dégagés par l'agriculture de proximité (quelques jours de transport à dos d'homme ou d'animal). L'expansion urbaine est allée de pair avec le développement des transports, et a par ailleurs consommé la terre agricole, en général d'excellente qualité, voisine de la ville. Par exemple, le Plateau de Saclay fait partie des meilleures terres à blé d'Europe.

Les villes restent très émettrices, notamment à cause du chauffage.

Sur ce point, les villes et les campagnes sont pareilles dès lors que l'habitat est de même nature, sachant que le logement collectif est un peu plus efficace de ce point de vue (moins de surfaces en contact avec l'extérieur par logement). Le fait qu'il y ait plus de monde dans les villes ne rend pas le problème différent. Certes, c'est plus facile de mettre des pompes à chaleur géothermiques dans le monde rural et des réseaux de chaleur en ville. Mais en dehors de cette dimension technique, le fait de décarboner le chauffage n'est pas nécessairement rendu plus simple en ville.

Comment limiter les gaz à effet de serre issus des énergies fossiles ?

Il existe plusieurs marges de manoeuvre. La première est de consommer moins. Selon que c'est choisi ou subi, cela s'appelle la sobriété ou la pauvreté. Mais c'est une mesure récessive dans tous les cas de figure : moins consommer, c'est moins produire ! Deux autres marges de manoeuvre existent : d'abord, l'augmentation de l'efficacité énergétique et dans le bâtiment, cela passe par l'isolation. Ensuite, la décarbonation de l'énergie. Si en France [on passait toutes les chaudières au gaz et au fuel à la pompe à chaleur](#), on éviterait l'essentiel des émissions du bâtiment en se privant très peu sur l'espace habitable.

Mais le rythme est beaucoup trop lent – hors économie planifiée, jamais nous n’irons à la bonne vitesse. Il y a près 30 millions de logements. Pour tout décarboner en trente ans, il faudrait en traiter un million par an. Cela suppose de faire entrer des centaines de milliers de personnes dans l’artisanat, de les former, de leur garantir un volume d’activité et de se donner les moyens de vérifier qu’ils travaillent bien. Il faut un dispositif d’accompagnement, mais aussi que les propriétaires mettent la main à la poche.

Dans le secteur industriel, il faudrait se passer d’une partie des volumes et des produits qu’on fabrique avec. Ce qui est possible pour les emballages plastiques sera plus compliqué pour l’acier. On sera obligé de faire des choix. Comme nous raisonnons jusqu’à présent dans un univers en croissance, nous pensons que nous n’aurons pas de choix à faire.

Qu’est-ce qui empêche d’avoir une part plus importante d’énergies renouvelables ?

A consommation constante, la physique. L’essor industriel a consisté à abandonner les énergies renouvelables pour les énergies fossiles. Si les énergies renouvelables étaient égales ou supérieures aux énergies fossiles, il n’y aurait aucune raison qu’on soit passé des moulins à vent au pétrole. Le pétrole est extrêmement dense énergétiquement, il est facile à transporter et à stocker ; derrière, d’autres énergies ne sont pas loin : le charbon, le gaz et le nucléaire.

Les énergies intermittentes et diffuses (vent et soleil) ont été abandonnées pour bâtir notre civilisation de machines pilotables. Aujourd’hui, les éoliennes ne valent pas cher parce que nous avons des combustibles fossiles et des chaînes mondialisées ! Leurs mats sont faits avec du charbon, leurs plots avec du ciment fabriqué avec du gaz, à l’intérieur il y a du cuivre fabriqué avec du charbon, tout cela est transporté depuis l’autre bout du monde avec du pétrole... Quant au photovoltaïque, il n’y a pas plus mondialisé. Le soleil est donc local, mais le dispositif de collecte absolument pas. Le bas prix des éoliennes et des panneaux solaires repose sur les combustibles fossiles. Quand ces combustibles ne seront plus du tout là, le prix de tout et n’importe quoi deviendra beaucoup plus élevé, y compris les dispositifs de collecte du vent et du soleil.

A l’échelle urbaine, les mobilités constituent un autre poste très émetteur de GES. Quelle est votre approche ?

Dans l’aire urbaine centre, il existe une offre de transports en commun fournie, et une offre de services qui permet de faire presque tout avec des déplacements courts, voire à pied. Le problème est en partie réglé. En zone périurbaine, c’est l’inverse. Il n’y a pas de transport en commun, la distance pour accéder aux services est plus longue, le recours au transport individuel mécanisé – qui permet de conserver des temps de déplacement « biologiquement acceptables » – est nettement plus fort. Cela ne va pas changer demain.

Les transports en commun nécessitent une densité minimale pour être rentables. Il faut basculer sur des modes nettement moins émetteurs. Le vélo à assistance électrique pourrait être à l’origine d’un report modal significatif, car il permet des portées plus longues qu’un vélo normal, avec une barrière à l’entrée plus faible côté effort. Mais ce qui fait le plus peur au cycliste, ce n’est pas la pluie ni l’effort, c’est la cohabitation avec les voitures, et donc il faut une voirie séparée pour que son usage se développe vraiment. Quant à la voiture électrique, elle est un mode de substitution lent à se déployer parce qu’elle demande des investissements très conséquents (dans les moyens de production, les infrastructures de recharge, et le remplacement de véhicules).

Les villes doivent se préparer à des situations climatiques extrêmes. Comment appréhendez-vous leur adaptation ?

En ville, le risque est d’avoir chaud mais la canicule urbaine relève de l’inconfort, rarement de la mort sauf pour les personnes très âgées ou très malades. Les inondations peuvent faire des dégâts, mais le premier problème

que rencontreront les villes est celui de la dépendance à l'égard de ressources essentielles situées à l'extérieur, qui, elles, sont à risque avec le changement climatique.

C'est le cas s'il n'y a plus assez à manger, que les voies de communication sont rompues, que l'approvisionnement électrique fait défaut, que les chaînes logistiques et industrielles sont progressivement dégradées, et si l'instabilité politique qui en découle transforme ces endroits en prison à ciel ouvert, ce dont l'épisode actuel nous donne un petit aperçu. Les conséquences de ces processus là seront bien plus lourdes que les canicules. En outre, aux horizons de temps dont on parle, on aura une décrue énergétique subie, en particulier pour le pétrole, ce qui affaiblira notre capacité de réponse. [Moins d'énergie, c'est moins de machines pour nous assister](#), et donc une capacité à faire face aux problèmes qui baisse.

La crise sanitaire et le changement climatique sont deux phénomènes distincts. Peut-on néanmoins les penser ensemble ?

Le réchauffement climatique peut favoriser l'[émergence d'agents pathogènes nouveaux ou la dissémination d'agents existants](#). Le changement des conditions de température et d'humidité d'un certain nombre de milieux modifie la propension des animaux à se porter plus ou moins bien, à se développer plus ou moins vite etc. Jusqu'à présent, ce sont surtout sur les maladies à vecteurs (transmises par un moustique, une tique, etc.) comme la dengue ou le paludisme que l'attention était portée ; la question des virus est moins étudiée je crois. Un autre fait environnemental peut être associé aux maladies virales : le rapprochement de l'homme d'un certain nombre d'espèces animales qui sont des réservoirs à virus. Cette fois, un lien existe non pas avec le changement climatique mais avec la déforestation, qui est par ailleurs aussi un facteur d'émission de CO2.

Par ailleurs l'énergie contribue, elle aussi, au changement climatique. Avec l'énergie abondante, les gens se sont entassés dans les villes, et on a organisé des chaînes mondialisées : ces facteurs favorisent la propagation plus rapide des pandémies. Quand les populations étaient disséminées à la campagne, avec peu de communications longue distance, il fallait une maladie très contagieuse et très létale, comme la peste, pour assister à des dégâts à large échelle. La grippe espagnole, arrivée au début du XXème siècle, a été plus facilement répandue dans un monde déjà urbanisé.

Avez-vous réfléchi à l'après-Covid 19 ?

Nous y travaillons au Shift Project : dans les mois qui viennent, nous allons publier un [plan de redémarrage](#) ainsi que des suggestions de contreparties à demander aux activités aidées qui contribuent trop à la déstabilisation climatique. Si nous prenons l'exemple de l'aérien, beaucoup de pétitions de principe circulent, suggérant de ne pas relancer le transport aérien à l'identique. En pratique, faut-il diviser par deux la fréquence de la liaison aérienne entre Paris et Fort-de-France ? Supprimer la ligne Paris-Toulouse ? Obliger Air France à commander des avions qui volent à 500 km/h et consomment deux fois moins ? C'est sur le « En pratique, cela veut dire quoi ? » qu'il faut travailler. Notre travail sera de produire des mesures précises qui donnent lieu à des débats articulés.

Vous reconnaissez-vous dans un impératif de frugalité ?

Je me méfie un tout petit peu des concepts portés par des « nantis de centre-ville ». Je ne suis pas sûr que la personne confinée dans son appartement sans balcon dans le nord de Paris, avec deux enfants qui braillent, et qui se demande s'il ne va pas se faire virer dans un mois, soit très préoccupée par la sobriété ! Je suis par contre intimement persuadé que cette personne a besoin d'une société de projet, de savoir où l'on va, même si on doit transpirer au début et passer par une étape particulièrement difficile. Or la société de projet, vous ne pouvez la proposer que si vous y avez réfléchi. Ce n'est pas dans l'urgence qu'elle se conçoit.

Peu de gens s'attendaient à l'épisode que nous vivons. Par contre, qu'on soit en train de danser sur un volcan et qu'il faille construire une société plus résiliente, c'est un propos qui ne date pas d'hier. Quand, quoi, comment : le pronostic précis est toujours difficile ; mais nous sommes un certain nombre à avoir dit qu'il allait nous arriver des surprises désagréables parce que les pressions croissantes allaient en ce sens. Ce que montre l'épisode actuel, c'est qu'à partir du moment où l'enjeu le justifie, on est capable en une semaine d'abdiquer une grande part de nos libertés individuelles et de supprimer le tiers de l'économie. La vraie question est de savoir à quel moment il y aura une union sacrée de gens qui diront : « on n'a plus le choix en ce qui concerne la pression environnementale ».

Il n'y a guère d'optimisme dans vos propos.

C'est plutôt un peu de dépit. Cela fait des décennies que [nous pouvons documenter ce qui nous attend si on ne fait rien](#), et pour autant nous continuons à nous comporter comme des enfants insouciantes. L'espèce humaine a un petit problème avec les échelles de temps. On n'aime pas écouter Cassandre. Et quand nous passons à l'action, ce n'est pas toujours pour faire des choses qui règlent le problème ! Un exemple : à la fin 2018, l'éolien et le solaire sont assurés de prélever de l'ordre de 120 milliards d'euros au contribuable français. C'est autant que le coût historique de construction du parc nucléaire français, plus que celui de construction du réseau ferroviaire, et de quoi doubler tout kilomètre de route en France d'une piste cyclable. Or renforcer le train, le vélo ou le nucléaire seraient bien plus pertinents pour « dérisquer » l'avenir.

Dans notre monde infini, nous ne portons plus de projets mais nous nous occupons des moyens (les marchés, la concurrence, le déficit budgétaire), en pensant que le projet surviendra tout seul. Si les moyens étaient capables de donner du sens à long terme, cela se saurait ! Plus que d'objets nouveaux, nous avons besoin de revisiter des dogmes que nous considérons comme intouchables, de changer la façon dont nous gérons notre avenir commun.

Beaucoup de gens demandent : est-ce qu'on va profiter de la situation pour prendre une autre direction ? Malheureusement, ce n'est pas dans l'urgence qu'on fait le plan d'urgence. La priorité pour les gouvernements, et elle est légitime, c'est de remettre les gens au travail. La façon la plus immédiate pour le faire est de leur demander de faire ce qu'ils savent faire, sans se poser la question de savoir si des limites au redémarrage à l'identique ne vont pas se manifester rapidement. De nombreuses personnes influentes (décideurs, économistes, politiques) vivent avec l'illusion qu'on va pouvoir ne rien changer. Il est pourtant urgent de le faire. Au Shift Project, nous allons montrer comment c'est possible.

Après le tsunami pétrolier, le choc ?

Par [Marine Simoën](#), [Pierre Hacquard](#) 23 mars 2020 [Iris-France.org](#)



Une surabondance d'offres, un ralentissement important de la demande et une chute brutale des prix du baril pourraient, à court-terme dissimuler, voire accentuer, les risques qui pèsent sur l'approvisionnement pétrolier, à moyen et long termes.

L'irruption inattendue de la pandémie de COVID-19, et sa propagation à travers le monde en ce début d'année a été un véritable « cygne noir » pour les [marchés pétroliers](#). Personne ne s'attendait à une chute aussi abrupte et spectaculaire des prix du baril sur les dernières semaines. L'anticipation d'un fort ralentissement de la croissance économique mondiale, notamment de la Chine, qui est le second plus gros consommateur de pétrole, avait déjà enclenché, dès le début de la crise sanitaire, une diminution des prix, atteignant déjà quelques dollars par barils. Mais ce sont les récentes volte-face dans l'alliance OPEP+, notamment des stratégies russes et saoudiennes, qui sont aujourd'hui la cause de la [chute observée](#).



Figure 1 : Prix du baril de pétrole (Brent) entre 1988 et le 23/03/2020 (US\$/bbl). Source : [Reuters](#)

Suite à l'échec des négociations de l'OPEP+ de Vienne, le prix du baril a perdu jusqu'à 55 %. Le Brent de mer du Nord clôturant à 25.62\$/b au 18 mars 2020, au plus bas depuis vingt ans. Une hausse rapide des cours n'est pas attendue dans l'immédiat, de nombreux analystes pressentent, au contraire, qu'ils pourraient même descendre [en dessous de 20\\$/b](#). L'Arabie saoudite a annoncé vouloir augmenter sa production à des niveaux records, en parallèle de la Russie, du Koweït, des Émirats arabes unis ou encore de la Libye. Au total, ce sont 3 millions de barils par jours (Mb/j) supplémentaires qui sont attendus sur le marché en avril 2020, et [encore plus en mai](#), alors que celui-ci était déjà en situation excédentaire depuis plusieurs mois.

Profitant des prix bas, les États augmentent aussi drastiquement leurs stocks stratégiques à travers le monde, contribuant ainsi à maintenir une certaine demande "artificielle". Celle-ci pourrait cependant vite s'essouffler, lorsque les [capacités de stockage seront saturées](#). Ceci mettrait en exergue, dans les prochaines semaines, une quantité encore plus importante de barils excédentaires sur le marché.

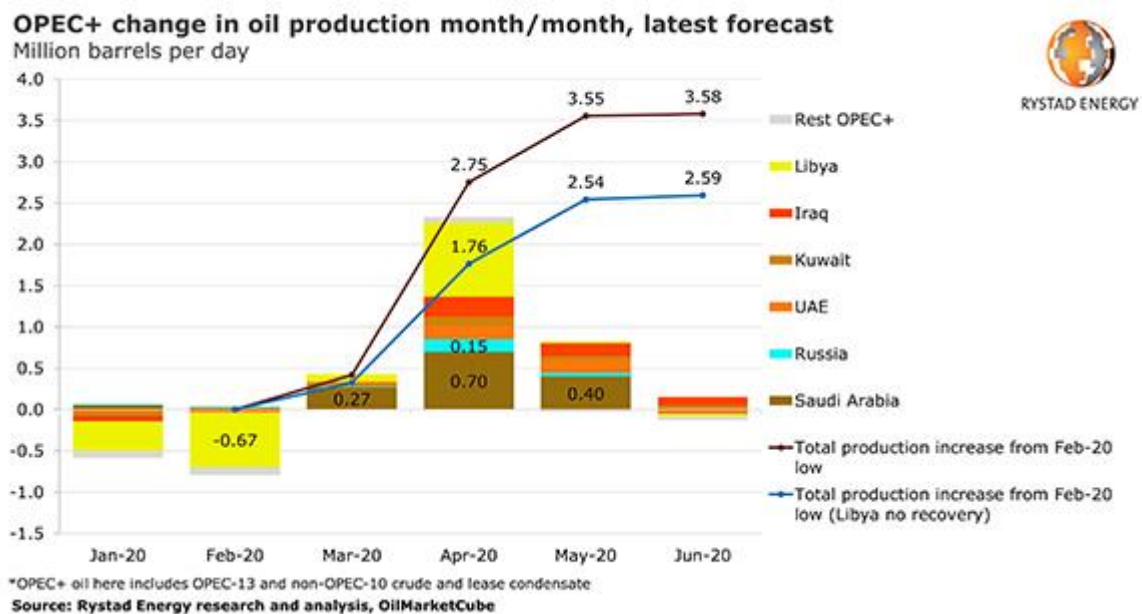


Figure 2 : Évolution de la production de pétrole mois/mois des membres de l'OPEP+.
 Source : [Rystad Energy](#)

Par ailleurs, l'écart entre la production et la consommation ne devrait cesser de se creuser dans les prochains mois, si l'épidémie de COVID-19 continue de paralyser les économies de par le monde. Les premières estimations avancées par Rystad Energy[1] pressentent que l'épidémie pourrait faire chuter la demande mondiale de produits pétroliers de plus de 10 Mb/j en avril 2020, et en moyenne jusqu'à 10 % sur l'année, par rapport à 2019. En parallèle, les estimations de croissance économique et de consommation de pétrole sont actuellement toutes revues à la baisse par les institutions, comme l'[Agence internationale de l'énergie](#) ou la Banque centrale européenne, et des acteurs privés, notamment des banques d'affaires comme Goldman Sachs.

Bien que les compagnies pétrolières aient drastiquement diminué le coût de production par baril après la crise de 2015-2016 – causée par l'émergence de l'industrie non conventionnelle des schistes américains -, un prix du baril en dessous de 30\$ n'est soutenable à long terme pour aucun producteur. Une grande partie des seuils de rentabilité de production se situent dans cette fourchette (cf. Figure 4), cela signifie qu'une grande majorité de l'industrie va enregistrer une perte importante de ses bénéfices à court terme, avec des flux de trésorerie nuls ou

négatifs. Et ce ne sera pas la seule victime, puisque les États producteurs de pétrole, spécialement ceux dont les revenus dépendent fortement de cette ressource, ne seront plus en mesure d'équilibrer leurs comptes. Comme cela a déjà été observé en 2016, cela les expose à des risques politiques et sociaux importants, qui peuvent à moyen terme affecter leurs capacités de production, comme cela a été le cas au Venezuela ou en Libye.

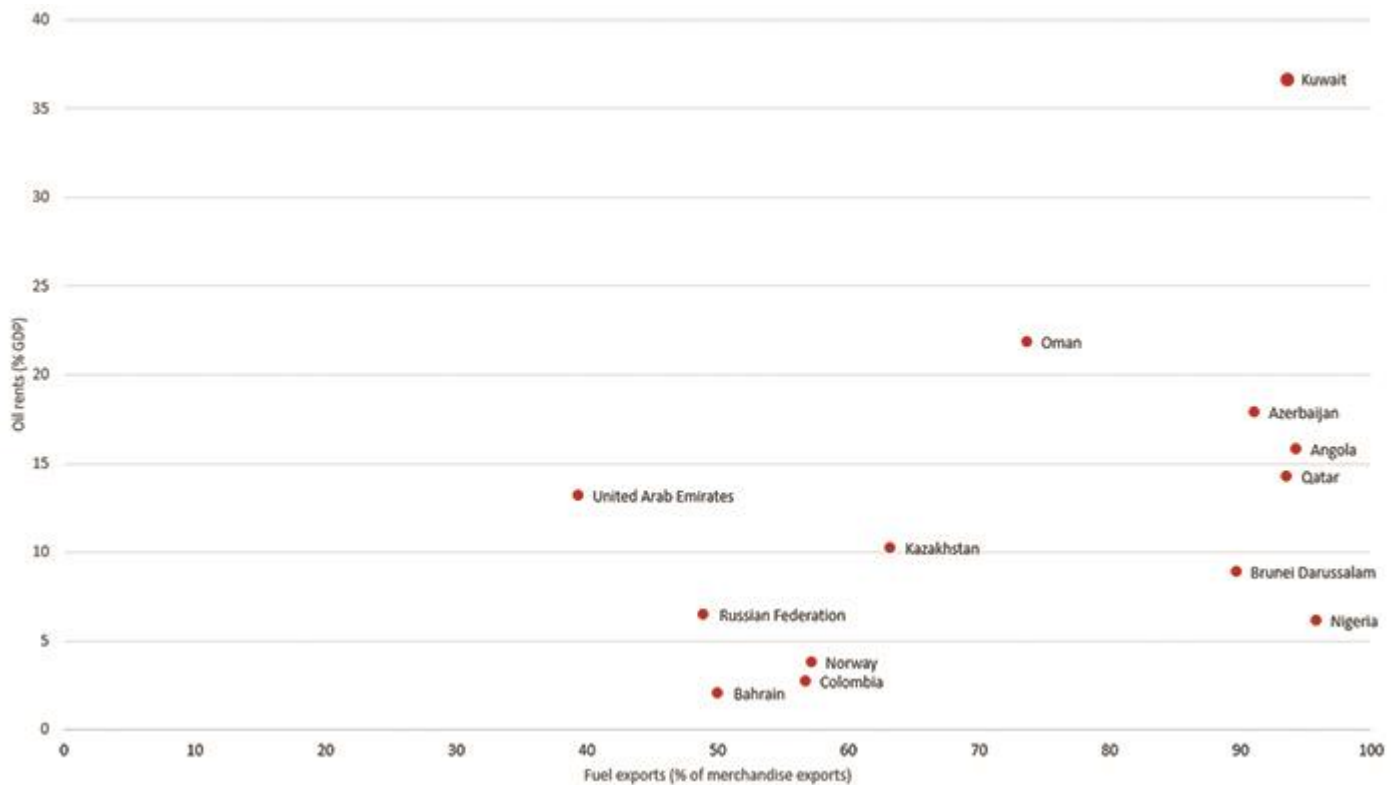


Figure 3 : Part des bénéfices tirés du pétrole en pourcentage du PIB vs. part des exportations de carburant en pourcentage des exportations de marchandises exportées pour les pays les plus exposés à la chute des prix du pétrole. Source : [World Bank \(données 2017\)](#)

Global liquids capacity in 2030 by breakeven

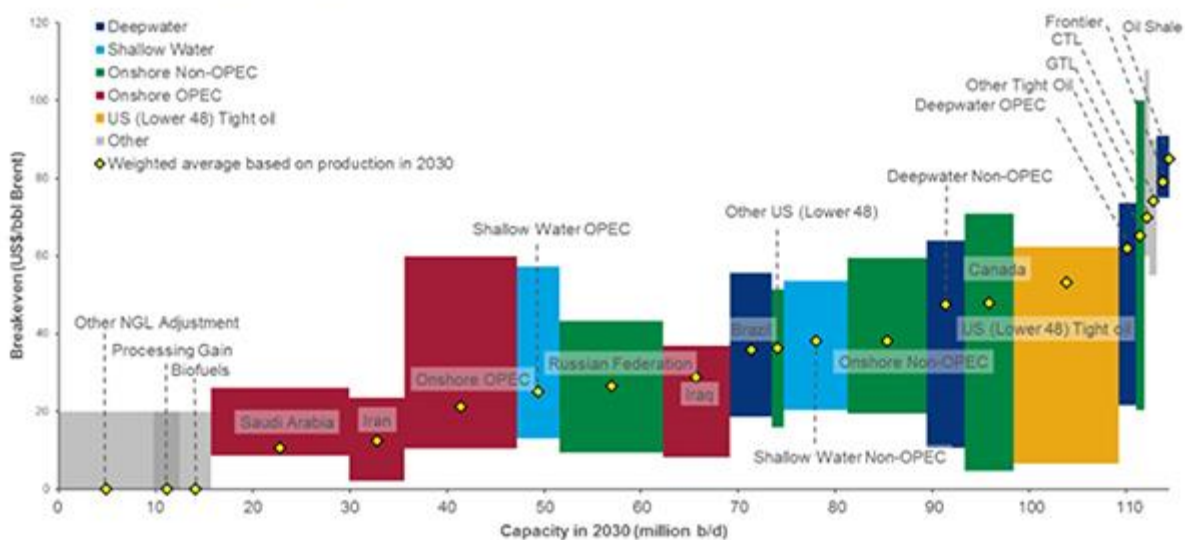


Figure 4 : Breakeven (US\$/bbl Brent) vs. Capacity in 2030, actualisée en 2018. [Source](#)

En conséquence, et bien que plus résilientes qu'avant la crise, certaines des petites et moyennes sociétés, ainsi que les compagnies de service les plus fragiles, et exposées à ce choc, devront certainement déposer le bilan, à moins de mettre en place des plans de secours ou de nationalisation importants. En Europe, par exemple, Rystad estime que 20 % des sociétés de service parapétrolier risquent de faire faillite, soit plus de 200 entreprises, [majoritairement en Norvège et en Angleterre](#).

Ainsi, un schéma du passé risque bien de se répéter : les entreprises vont focaliser leurs efforts sur le maintien de leurs activités de production et délaisser l'exploration ou la R&D. Au total, 22 producteurs dont Saudi Aramco, Sonatrach, Exxon Mobil, Total, BP, Equinor, Chevron, Eni ou encore les plus gros producteurs indépendants de non-conventionnel américains viennent déjà d'annoncer des réductions d'investissement pour l'année 2020 et probablement 2021 de l'ordre de plusieurs milliards de dollars. Rien qu'aux Etats-Unis, [7.6 milliards de dollars viennent d'être reportés](#) et cela pourrait se chiffrer rapidement à des dizaines de milliards à travers le monde.

La crise en cours va donc venir affaiblir d'autant plus la capacité du secteur de l'amont pétrolier, structurellement déjà fragile (diminution du nombre et de la taille des découvertes, investissements insuffisants, pression environnementale forte, perte de talents, etc.), à trouver et remplacer de nouvelles réserves. En effet, [dans une analyse récente](#), nous mettions en lumière et détaillons ces faits, ainsi que le risque d'un potentiel 'oil crunch[2]' à l'horizon 2025, dans le contexte pré-COVID-19. Il faut rappeler que le pic de production de pétrole conventionnel a déjà été atteint en 2008[3] et que la seule source crédible de potentielle croissance de production de pétrole semble être les *shales* américains.

La crise engendrée par l'épidémie de COVID-19 et ses conséquences sur l'économie ne peuvent qu'intensifier les risques de resserrement de l'offre à moyen-terme. Certes, la baisse momentanée de la consommation pendant quelques mois, voire quelques années, aura un effet positif sur le pétrole disponible à court-terme. Cependant, sans nouveau accord de l'OPEP+, cela laissera probablement le marché en situation excédentaire et les prix à des niveaux bas, fragilisant d'autant l'industrie et ceux qui en dépendent.

Pire, les récentes annonces de mises sur le marché de quelques millions de barils supplémentaires par l'Arabie saoudite, ou la Russie, pourraient laisser penser que les capacités de production mondiales sont facilement modulables, à la hausse ou à la baisse. En réalité, ceci n'est vrai qu'à court terme à partir de la [relative flexibilité](#) des champs déjà en production. Dès qu'il faudra compenser le déclin naturel de productivité des champs par la mise en exploitation de nouvelles découvertes, une latence se fera très rapidement sentir, le délai moyen entre la découverte et leurs mises en production étant de deux à quatre ans. La situation excédentaire actuelle pourrait alors vite se retourner.

Aujourd'hui, des analyses récentes estiment que jusqu'à 80% des 100 Mb/j consommés chaque jour[4], soit la grande majorité des champs, voient leur productivité décliner de manière exponentielle, avec un taux annuel qui oscille entre 4% et 8%. De plus, l'Agence internationale de l'énergie prévenait déjà que la principale source de croissance de production, qui pourrait assurer et combler la demande future, était les pétroles non-conventionnels américains[5]. Or, ceux-ci sont une des cibles et probables victimes de la guerre des prix engagée par les Russes et les Saoudiens aujourd'hui. Si l'on en vient à couper encore plus les investissements dans l'exploration et la production de nouveaux champs, en parallèle de l'affaiblissement des *shales* américains, d'où proviendra le pétrole de demain ?

À moins de 40\$ le baril, il est inconcevable d'imaginer le futur du secteur de l'énergie sereinement. En premier lieu, des investissements insuffisants pourraient mettre en péril la possibilité d'assurer la continuité de l'approvisionnement pétrolier à moyen terme. Mais cela risque également de retarder, voire de ne pas engager,

les financements dans les énergies bas-carbone à court-terme qui, non subventionnées, deviendront *de facto* moins intéressantes pour les usagers finaux noyés sous des énergies fossiles peu cher.

Une issue possible de cette crise sanitaire et économique serait de sonner la fin , et de transformer en profondeur, un modèle globalisé, devenu aujourd'hui de moins en moins soutenable. On entraperçoit déjà, via la diminution immédiate de la pollution atmosphérique en Chine ou en Italie, les bénéfices d'une consommation moindre [d'énergie et de ressources fossiles](#). La réduction de la consommation de pétrole, et le coup de frein en exploration pourraient alors être les premières amorces concrètes pour des engagements forts dans la lutte et l'adaptation au changement climatique.

Mais un autre scénario se profile à l'horizon, plus probable encore : que les prix bas du pétrole relancent la machine économique dès la sortie de la crise du COVID-19 de manière boulimique et soient à l'origine de nombreux effets rebonds, ramenant la consommation de pétrole à ses niveaux d'avant crise, voire au-delà. Dans ce cas, le risque d'un approvisionnement en pétrole insuffisant, conséquence d'investissements en exploration et production trop faibles, reste entier. Tout comme le risque, lui aussi systémique, que ferait peser un rendez-vous manqué entre la transition énergétique et les politiques de relance à venir.

NOTES :

[1] Société indépendante spécialisée dans l'intelligence économique et l'énergie

[2] Production insuffisante pour combler la demande

[3] Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook* 2018

[4] *Global Oil Supply – Peak Oil Report* – HSBC Global Research Fustier et al., 2016

[5] *World Energy Outlook* de 2018

Pétrole: des pertes gigantesques et de sombres perspectives

AFP parue le 05 août 2020



Les grandes compagnies pétrolières et gazières viennent d'annoncer des pertes gigantesques de plusieurs dizaines de milliards de dollars avec la crise du Covid-19, qui les contraint à s'adapter plus vite face à de sombres perspectives.

Les cinq plus grandes entreprises privées du secteur -- BP, Chevron, ExxonMobil, Royal Dutch Shell et Total -- ont enregistré pour près de 53 milliards de dollars de pertes nettes au total au deuxième trimestre, selon leurs résultats publiés ces derniers jours.

Ces mauvais chiffres ne constituent pas vraiment une surprise: les cours du pétrole ont chuté durant la crise sanitaire, au point de tomber même brièvement en territoire négatif, les opérateurs étant alors prêts à payer pour qu'on les débarrasse de leurs barils.



Certains secteurs, comme le transport aérien, ont été mis quasiment à l'arrêt tandis que les pays producteurs ont tardé à réduire l'offre dans un marché saturé.

Mais ces résultats sont aussi marqués par d'énormes dépréciations: les compagnies pétrolières ont revu la valeur comptable de leurs actifs au regard de cours du pétrole plus bas prévus ces prochaines années mais aussi d'une transition énergétique qui s'accélère.

"Ces actifs seront soit moins rentables lorsqu'ils arriveront sur le marché ou ne seront pas du tout produits", explique David Elmes, professeur à la Warwick Business School.

Après BP et Shell, Total a ainsi annoncé des dépréciations exceptionnelles de 8,1 milliards de dollars.

Le groupe français suppose que dans un futur où la demande pétrolière aura tendance à baisser, une partie de ses hydrocarbures en réserve restera peut-être dans le sous-sol. Et ce seront d'abord les plus chers à produire qui seront abandonnés, à l'instar des sables bitumineux canadiens.

"Les énormes dépréciations font partie d'une tendance de fond: la rapidité avec laquelle les énergies renouvelables deviennent compétitives met en danger les entreprises énergétiques traditionnelles", souligne Arthur van Benthem, professeur associé à la Wharton School de l'université de Pennsylvanie.

- Remise à plat -

Si l'on met de côté ces éléments comptables, les groupes européens s'en sont toutefois plutôt mieux sortis que leurs concurrents américains, parvenant même pour certains à dégager des bénéfices hors éléments exceptionnels.

Shell et Total ont ainsi bénéficié de l'apport de leurs activités de négoce, qui consistent à acheter et vendre les hydrocarbures sur les marchés. Ces activités spéculatives se portent bien en général lorsque tout le reste va mal.

La directrice financière de Shell, Jessica Uhl, a d'ailleurs salué la "performance solide" du négoce dans un contexte de "volatilité de marché sans précédent".

Toutefois, la situation reste globalement difficile pour toutes les entreprises du secteur, qui ont dû rapidement adopter des mesures pour réduire leurs coûts et leurs investissements.

Les approbations de nouveaux projets pétroliers et gaziers devraient ainsi chuter de plus de 75% cette année par rapport à 2019, selon le cabinet spécialisé Rystad Energy, qui tablait en début d'année sur la stabilité.

Ces difficultés accentuent aussi la pression sur les géants du secteur pour accélérer leur mue vers les énergies moins émettrices de gaz à effet de serre, comme l'électricité d'origine renouvelable, dont les revenus sont aussi plus prometteurs.

BP vient d'annoncer vouloir décupler ses investissements dans les énergies à faible émission de carbone d'ici à 2030, avec un repli de 40% de sa production d'hydrocarbures.

Ces annonces stratégiques représentent "une grande avancée", a jugé Luke Parker, du cabinet spécialisé Wood Mackenzie. "S'il y avait bien un moment pour tout remettre à plat, c'était bien maintenant", juge l'analyste.

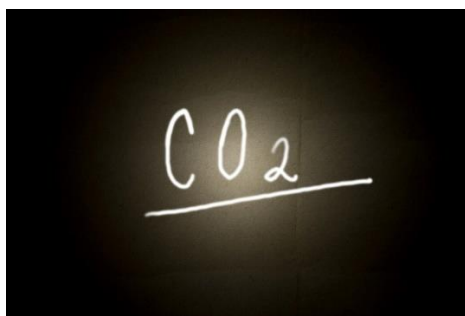
"La montée plus rapide que prévu des énergies renouvelables, les inquiétudes croissantes sur la crise climatique et la récente récession causée par le Covid-19 ont montré à quel point le secteur pétrolier est vulnérable", résume Arthur van Benthem.

"De plus en plus d'entreprises et de pays se préparent à un futur où les émissions de CO₂ seront faibles. Donc pourquoi ne pas commencer à investir maintenant dans l'économie du futur?", conclut-il.

Les grandes compagnies internationales "disposent de la taille et de l'argent pour se détourner des énergies fossiles avec le temps", remarque David Elmes. Mais choisir le bon moment pour cette révolution représente "un choix difficile".

Le budget carbone

Didier Mermin Paris, le 3 août 2020



Article didactique pour expliquer ce qu'est le « *budget carbone* ».

Parmi les difficultés que présente la lutte pour le climat, la complexité des phénomènes joue un grand rôle car elle freine la diffusion des connaissances. Le citoyen ordinaire, (qui n'a jamais eu de cours sur le sujet), doit se contenter de croire assez bêtement les choses, ce qui laisse la porte grande ouverte aux discours climato-septiques. Si les notions de base sont faciles à saisir intuitivement, (l'effet de serre est ce qui réchauffe l'atmosphère), le citoyen ordinaire ne peut pas en avoir une connaissance précise, car c'est très compliqué, même pour les spécialistes.

En cherchant à en savoir plus sur le « *budget carbone* », votre serviteur a eu la mauvaise surprise de découvrir qu'il en allait comme pour l'effet de serre : simple à saisir intuitivement, compliqué à comprendre dans les détails. Une rapide recherche sur le Net ne conduit à **aucune page didactique**, seulement à des « *explications* » qui exigent un **réel effort** pour être assimilées. Ce que nous avons trouvé est incompréhensible « *spontanément* », en première lecture, mais les auteurs ne s'en rendent pas compte : ils se contentent de fournir

des définitions, et ne se donnent pas la peine d'expliquer « *comment ça marche* ». Quand ils le font, il faut réfléchir comme devant un exercice de maths.

Nous avons débuté notre recherche par [cet article du Nouvel Obs](#) : « *Qu'est-ce que le « budget carbone » évoqué par Greta Thunberg dans son discours à l'Assemblée ?* » S'agissant d'un site grand public, nous espérions y trouver exactement ce qu'il nous fallait : quelque chose d'assez simple et facile à comprendre pour être cité dans un billet. Si nous ne doutons pas que Greta Thunberg a immédiatement compris, pour votre serviteur ce fut une autre paire de manche. La définition du GIEC est en effet la suivante :

« Estimation des émissions mondiales nettes cumulées de CO₂ anthropique depuis une date de début donnée jusqu'au moment où les émissions anthropiques de CO₂ atteignent un niveau net nul, ce qui aurait pour effet, selon toute probabilité, de limiter le réchauffement planétaire à un niveau donné, compte tenu de l'impact des autres émissions anthropiques. »

Si vous comprenez tout du premier coup dans cette phrase, alors félicitations, vous êtes nettement plus doué(e) que votre serviteur qui a dû la relire cent fois avant qu'elle ne lui paraisse simple. Ce qui se comprend aisément, (et peut se passer de preuves pour le citoyen ordinaire qui fait confiance aux scientifiques), c'est le fait qu'à une certaine quantité de CO₂ anthropique dans l'atmosphère correspond en 2100 une certaine élévation de la température moyenne. Donc, si vous avez pour objectif que cette élévation de température ne dépasse pas 2°C en 2100, il ne faut pas que la quantité de CO₂ anthropique dépasse un certain seuil : c'est le « *budget carbone* ». Comme tout budget, il a été conçu pour ne pas être dépassé et a une **valeur finie**, ce n'est pas compliqué, mais êtes vous sûr(e) d'avoir **réalisé** ce que cela implique ? La réponse est dans la définition du GIEC : les émissions doivent **tomber à zéro** dans les décennies qui viennent, et sans attendre 2100.

Quand on réalise ce que signifie « *tomber à zéro* » alors que les [émissions actuelles](#) sont de 43 milliards de tonnes par an, on en reste **le souffle coupé**. Une telle condition est si irréaliste, pour ne pas dire hallucinante, que la définition en devient « *incompréhensible* » : elle fait penser qu'il doit y avoir une erreur, et fait ressentir le besoin d'une explication. Les négociateurs de l'Accord de Paris l'ont évidemment bien comprise, (on suppose que c'est le cas de toute personne qui a pris le temps de se pencher sur la question), mais *quid* des décideurs et des citoyens ? A notre avis, trop peu de personnes ont **réalisé** le caractère colossal de l'objectif « *zéro émissions nettes* », et n'ont donc pas bien compris, (et peut-être même pas compris du tout), ce que **représente** dans la réalité le « *budget carbone* ». ¹ Cela expliquerait assez bien la colère de Greta Thunberg car, dans la tête de cette adolescente, les responsables ont pour première mission de « *comprendre* » les choses, et de savoir « *mesurer* » leur importance.

*« Une fois que vous avez pris la mesure du budget carbone qu'il nous reste, une fois que vous avez compris à quelle vitesse ce budget s'épuise, une fois que vous avez compris que rien n'est fait à ce sujet et une fois que vous avez compris que **pratiquement personne n'est au courant du fait que ce budget existe**. Alors dites-moi, que faites-vous ? Et comment allons-nous agir sans sembler alarmistes ? »*

Logiquement, quand on a **bien** compris ce qu'est le « *budget carbone* », et **bien** compris sa descente vertigineuse, alors on ne reste pas le cul sur sa chaise. On arrête tout ce que l'on faisait jusque-là, on signe des deux mains « *l'urgence climatique* » et on passe à l'action.

Le budget carbone dans ses détails

Si maintenant on entre un tant soit peu dans les détails, les choses se compliquent rapidement pour le citoyen ordinaire. D'abord la définition fait référence à un début dans le passé, 1851, ce qui signifie que l'on prend le train en marche. Pour bien comprendre, il faut s'imaginer en 1851 et se poser cette question : combien de tonnes de CO₂ l'humanité peut-elle émettre jusqu'en 2100 sans que l'augmentation de température à cette date ne dépasse les 2°C ? La réponse à cette question est le « *budget carbone global* ». D'après les calculs, il serait de **2930 GtCO₂**, (milliards de tonnes de CO₂), dont **1950** auraient déjà été « *consommés* » (de 1851 à 2011). Le

budget restant, pour 2012 et les années suivantes, serait donc de 2930 – 1950, soit **980 GtCO₂**. A raison de 43 GtCO₂ par an, nous avons le « *droit* » d'émettre pendant 23 ans environ, soit jusqu'en **2034** (à partir de 2012 inclus). Ce budget restant est simplement le budget global diminué du budget consommé : c'est très simple, mais nous ne l'avons vu nulle part écrit si simplement.

Ces chiffres sont à prendre avec de grandes pincettes, car les estimations varient de façon considérable et Wikipédia se montre particulièrement embrouillée pour le lecteur novice. Sa page « [Budget carbone](#) » ne peut intéresser que des spécialistes : passer le cap de l'incipit, on y trouve des précisions mal placées, un graphique incompréhensible, un énorme tableau de chiffres, aucune explication sur le comment ça marche, et pas même une définition du « *budget carbone restant* ». En revanche on y trouve ceci :

« Au parlement de Paris, le 23 juillet 2019, [Greta Thunberg](#) popularise la page 108 du chapitre 2 du [Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C](#) et donne le budget carbone restant au niveau mondial pour avoir 67 % de chances de ne pas dépasser une augmentation de température de 1,5 °C : 420 [gigatonnes](#) (Gt) de CO₂ ([dioxyde de carbone](#)) début 2018 (actualisés à 360 Gt au moment où elle parle). »

Ici, l'objectif n'est plus défini par un seuil d'augmentation de la température, mais par la probabilité de rester en-dessous. De manière générale, les valeurs des budgets sont assujetties à un éventail de paramètres hétéroclites :

- La méthode retenue pour estimer les quantités de CO₂.
- La date de début pour le budget restant, par exemple 2020.
- Le seuil d'augmentation de la température à ne pas dépasser en 2100 : 1,5°C, 2°C ou 3°C.
- Certitude ou probabilité de rester sous le seuil.
- Avec ou sans captation de CO₂.
- En fonction ou non des scénarios du GIEC, (indexés sur le forçage radiatif).
- En gigatonnes de CO₂ (GtCO₂) ou de carbone (GtC).

Il en résulte une avalanche de valeurs pour la même chose, ce qui est très gênant pour populariser cette notion. Si l'on ne peut pas en parler sans devoir justifier les chiffres par des détails, (parce qu'il se trouve toujours un contradicteur), le discours perd de sa force, car la notion et les calculs apparaissent incertains aux yeux du profane. Que le « *budget carbone* » soit un outil crucial pour gérer les GES au niveau mondial, voilà qui est plus que certain et évident, mais il ne « *parle* » pas au citoyen ordinaire.

Le temps qui reste

Et quand le citoyen ordinaire progresse dans la connaissance, il découvre que les émissions de CO₂ doivent tomber à zéro au plus tard à une certaine date limite, sinon le seuil visé sera dépassé. C'est le sens général du graphique ci-dessous, qui ressemble beaucoup à celui de Wikipédia mais qui est plus clair, (il date probablement de 2017) :

There is a mean budget of around 600 gigatonnes (Gt) of carbon dioxide left to emit before the planet warms dangerously, by more than 1.5–2°C. Stretching the budget to 800 Gt buys another 10 years, but at a greater risk of exceeding the temperature limit.



0 1 0 (1 1 1 1 1)

toujours plus vite, et maintenant il faut appuyer sur les freins de toute urgence. Le graphique ci-contre laisse entrevoir que le freinage à réaliser est vertigineux : comment croire qu'on y parviendra ? C'est une bonne question, mais peut-être est-il vain d'y répondre, car désormais seule l'action compte.

Illustration : « [Utilisation des revenus liés à la tarification du carbone](#) »

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

NOTE : ¹Par curiosité, nous avons fait une [recherche sur les archives du Monde](#), elle n'a remonté que 29 articles contenant « *budget carbone* » (entre guillemets).

Pourquoi la croissance est essentielle : Un rejet des écomodernistes de gauche Phillips, Sharzer, Bastini et Parenti.

Par Ted Trainer, publié à l'origine par Resilience.org 17 octobre 2019

Il est très important pour la gauche de rejeter l'écomodernisme. L'extrême invraisemblance technique de cette foi sera exposée plus loin, mais elle est aussi théoriquement et stratégiquement erronée. Non seulement elle n'offre aucune orientation pour l'action révolutionnaire, mais elle préconise des solutions techniques à forte intensité de capital, telles que l'énergie nucléaire et la capture du carbone, que les entreprises seraient ravies de nous voir dépenser des billions. Malheureusement, ce sujet a récemment suscité un regain d'intérêt chez les partisans du socialisme, notamment Phillips (2014, 2019), Scharzer (2012), Parenti (2019) et Bastini (2019).

Les écologistes reconnaissent la gravité de la situation écologique mondiale, mais ils soutiennent que la manière de la résoudre est de stimuler le progrès technique et la croissance économique pour permettre la construction d'une vaste quantité de dispositifs à forte intensité de ressources qui permettront de résoudre les problèmes. Parmi ces dispositifs figurent l'énergie nucléaire, les serres de grande hauteur, le dessalement de l'eau. Les humains s'installeront tous dans les villes pour permettre à la nature de se régénérer, l'agriculture ira dans ces serres et le tiers monde sera libéré de la pauvreté. Ainsi, ils méprisent le mouvement de croissance de De en le considérant comme inutile, garantissant la misère pour tous, et assurant en fait la fin du progrès humain. Voici un bref aperçu des raisons pour lesquelles toutes ces revendications se situent quelque part entre le mal et le ridicule.

Je n'aborderai ici que la vision que Phillips défend. (2014 et 2019.) Il commence par évoquer certains des problèmes énormes et alarmants auxquels la planète est confrontée. Son argument de base est que ces problèmes sont dus au capitalisme et ne peuvent être résolus que s'il y a une transition vers le socialisme. Il adopte ensuite le point de vue "productiviste" traditionnel de la gauche rouge, selon lequel, lorsque les contradictions du capitalisme auront été éliminées, nous pourrions accélérer la croissance économique et, par conséquent, améliorer le "niveau de vie" et tout le monde.

En revanche, le mouvement de croissance récemment apparu, De, avance l'argument de base, vieux de cinquante ans, des "limites à la croissance", qui a maintenant accumulé une énorme littérature de soutien. Son point essentiel est qu'il y a trop de production et de consommation, que c'est la principale cause des problèmes mondiaux, qu'à terme nous devons avoir des économies stables ou à croissance zéro, et que le PIB doit être réduit. Depuis de nombreuses années, un débat a lieu entre ces deux visions générales du monde, c'est-à-dire entre ceux qui affirment qu'il existe des limites biophysiques et sociales à la croissance et ceux qui pensent que

le progrès technique peut résoudre tous les problèmes que la croissance entraîne. Il s'agit d'un débat entre ceux qui croient que les "solutions techniques" peuvent résoudre les problèmes sans changement radical d'un système engagé dans l'affluence et la croissance, et ceux qui soutiennent que seul un changement radical vers une société très différente, post-consommation-capitaliste, peut résoudre les grands problèmes. L'affirmation la plus enthousiaste de la première position a été donnée par le Breakthrough Institute sous le label de l'écomodernisme. (Blomqvist, Nordhaus et Shellenbeger, 2015).

La question centrale est ici de savoir si la croissance économique peut être "découplée" des coûts et des impacts sur les ressources et l'environnement. En d'autres termes, la production, les ventes et le PIB peuvent-ils continuer à augmenter alors que la disponibilité des ressources et les dommages écologiques sont maintenus en dessous de niveaux non durables ? Phillips et al. ainsi que les écomodernistes non socialistes affirment que c'est possible. Mais la quasi-totalité de l'immense littérature actuelle affirme le contraire.

Depuis plusieurs années, un grand nombre de preuves non équivoques contre la foi s'accumulent, rapportées dans un certain nombre de revues. (Par exemple, Alexander, Rutherford et Floyd, 2018, Krausmann et autres, 2009, Schandl et autres, 2016, Ward et autres, 2016, Giljum et autres, 2014, Dittrich et autres, 2011 et Trainer 2016). Les plus détaillées et les plus impressionnantes proviennent de Hickel et Kallis (2019), et surtout du Bureau européen de l'environnement (Parrique, et al., (2019.)) La deuxième liste énumère plus de 300 études. Elle note que dans certains cas, un découplage "relatif" de l'utilisation des ressources et de la croissance du PIB a été réalisé, par exemple lorsque le PIB augmente et que la consommation d'énergie augmente également, mais moins rapidement. Pourtant, l'objectif doit être la réduction des impacts, c'est-à-dire un découplage "absolu", et ce à très grande échelle. Il est fait référence à quelques cas où un découplage absolu a été réalisé, mais il y a généralement des raisons pour lesquelles cela est trompeur et non généralisable, par exemple lorsque cela est dû à une action qui déplace les impacts vers un autre domaine (par exemple, la réduction des prélèvements d'eau en mettant en œuvre un dessalement à forte intensité énergétique). La conclusion souligne qu'en général, il n'y a pas de découplage absolu entre l'utilisation des ressources et l'impact environnemental et la croissance du PIB, et qu'un effort accru de recyclage et d'efficacité ainsi que la transition vers des "économies de services et d'information" ne permettront pas d'y parvenir. C'est-à-dire qu'en général, si la production, les ventes et le PIB augmentent, alors l'utilisation des ressources et l'impact écologique augmentent. Ils soulignent qu'il n'y a pas de bonnes raisons de s'attendre à ce que cela change ou à ce que le découplage absolu soit réalisé à l'avenir ; en fait, les tendances s'aggravent. Cela s'accorde avec le fait qu'il y a eu un déclin à long terme des taux de croissance de la productivité.

Le cas de Phillips peut sembler impressionnant car il met en évidence certains cas où un découplage important a été réalisé. Il s'agit notamment des gaz CFC, de l'utilisation de l'énergie dans l'agriculture américaine, des zones forestières européennes et des cas où les émissions de carbone ont été réduites. Mais le problème majeur de toute foi en la technologie est lié à l'ampleur du découplage nécessaire. Phillips et al. ne montrent aucune compréhension à ce sujet. Considérons l'arithmétique simple suivante.

L'indice couramment cité de l'"empreinte écologique" montre que pour fournir à l'Australien moyen de la nourriture, des zones d'habitation, de l'eau et de l'énergie, il faut environ 7 ha de terres productives (Fonds mondial pour la nature, 2018). Si, d'ici 2050, les 9,8 milliards de personnes attendues sur terre devaient atteindre le "niveau de vie" actuel en Australie, et si la quantité de terres productives de la planète restait la même qu'aujourd'hui, alors la quantité de terres utilisables par habitant serait de 0,8 ha. En d'autres termes, les Australiens utilisent aujourd'hui environ dix fois plus de terres par habitant que ce qu'il serait possible d'utiliser pour tous. (Et cela suppose qu'il est acceptable de ne laisser qu'un quart de toutes les terres productives pour toutes les autres espèces).

Hickel (2018) affirme que pour la consommation de matériaux, le rapport est 2,5 fois plus mauvais que cela. Wiedmann et al. (2014) arrivent à une conclusion similaire ; la consommation par habitant des dix principales nations consommatrices de minerai de fer et d'aluminium est environ 80 fois supérieure à celle de toutes les autres.

Toutefois, cela n'est qu'une indication de la situation actuelle, qui est tout à fait insoutenable. Il faut y ajouter l'engagement universel farouche en faveur d'une croissance incessante de la production, de la consommation, du commerce, des investissements, du "niveau de vie", de la richesse et du PIB. Les implications impossibles sont faciles à démontrer. Si 9,8 milliards de personnes devaient atteindre le PIB par habitant que les Australiens auraient en 2050 avec une croissance économique de 3 % par an, la production économique mondiale totale serait alors près de 18 fois supérieure au montant actuel. Mais le montant actuel est tout à fait insoutenable : le WWF estime qu'à l'heure actuelle, il nous faudrait 1,7 planète Terre pour répondre durablement à la demande actuelle de ressources. Cela signifie que d'ici 2050, l'utilisation totale des terres productives dans le monde devrait être environ 30 fois supérieure à la quantité estimée par le Fonds mondial pour la nature (pour le cas détaillé, voir TSW : The Limits to Growth).

Il est évident que pour traiter ce problème, le découplage serait massif ; les écologistes devraient montrer que d'ici 2050, l'impact sur les ressources et l'environnement de la génération d'un dollar de PIB pourrait être réduit à un trentième de ce qu'il est aujourd'hui, même si aucune réduction n'a été réalisée au cours des dernières décennies. Ils n'essaient pas de montrer que cela est possible ; leur argumentation consiste en des déclarations de foi sur ce que la technologie future pourrait faire, étayées uniquement par la mise en évidence de quelques cas où la plupart des réductions absolues ont été très faibles.

L'arithmétique ci-dessus donne l'affirmation de base qui sous-tend la perspective de la voie simplifiée, c'est-à-dire que les grands problèmes mondiaux qui menacent actuellement notre existence ne peuvent être résolus à moins que nous n'entreprenions d'énormes réductions de la production, de l'utilisation des ressources et de la consommation. Cela ne peut se faire que par une transition vers des communautés essentiellement locales qui sont petites, coopératives, très autonomes, mues par les besoins et non par les forces du marché et par l'acceptation volontaire de modes de vie et de systèmes très frugaux. Cela implique l'abandon de la conception actuelle du "développement", considérée comme allant de soi et définie en termes de mondialisation croissante, de complexité, de dépendance à l'égard du capital, de sophistication technique et de "richesse" monétaire. Il s'agit avant tout d'accepter avec bonheur des modes de vie et des systèmes matériellement simples. Cette vision alternative n'implique pas de privations ou de difficultés ; en fait, elle serait une libération vers une qualité de vie beaucoup plus élevée pour tous. Et elle ne menace pas les universités, les hôpitaux modernes, la R & D de haute technologie ou le "progrès". Il s'agit de trouver les moyens de fournir tout ce qui est nécessaire à une vie délicieusement détendue, sûre, créative, coopérative et paisible grâce à des coûts très faibles en matière de ressources et d'environnement. (Pour plus de détails, voir TSW : The Alternative Society).

La clé de ces réalisations réside dans la petite échelle, la proximité et l'intégration des nouvelles économies. Une étude récente sur l'approvisionnement en œufs l'illustre avec force. La chaîne d'approvisionnement des supermarchés industriels implique de grandes quantités de transport, d'agroalimentaire, de produits chimiques, de dommages au sol, d'acier, d'ordinateurs, de pétrole, d'électricité, d'emballages, de publicité et de déchets, en particulier de nutriments gaspillés. La filière d'approvisionnement des coopératives villageoises élimine presque tous ces éléments, par exemple parce que les "déchets" peuvent aller directement dans les jardins, les digesteurs de méthane et les étangs de poissons. L'étude a montré que le coût en dollars et en énergie d'un œuf livré par le premier chemin est environ 50 à 200 fois supérieur à celui du second chemin.

Nos limites à la situation difficile de la croissance montrent que l'objectif principal n'est pas de se débarrasser du capitalisme, aussi essentiel soit-il. L'objectif doit être de réduire ces impacts sur les ressources et l'environnement. Si les éco-socialistes se débarrassaient seulement du capitalisme mais continuaient à rechercher l'affluence et la croissance, nous aurions une société plus juste... toujours en voie d'effondrement écologique.

Une autre lacune majeure de l'écomodernisme à laquelle sont confrontées les gauches comme Phillips et al. est qu'il n'a pas d'implications en matière de stratégie ; que sommes-nous censés faire, nous les militants ? Harceler le gouvernement pour qu'il accorde des contrats lucratifs aux entreprises de séquestration du carbone ? Éviter toute action révolutionnaire parce qu'elle perturberait l'économie et entraverait la capacité des entreprises à prospérer et à développer les technologies intelligentes ? En revanche, la perspective générale de croissance de De a d'abondantes implications pour tenter de provoquer un changement de système.

Mais je dois encore mentionner la notion la plus étrange de Phillip. Par une logique incompréhensible et absurde, il conclut catégoriquement que la croissance de la déréglementation mettrait en fait fin au progrès humain ! Il dit : "Ainsi, la fin de la croissance déclare la fin du développement technologique, la fin de la science, la fin du progrès, la fin de la recherche illimitée de la liberté - la fin de l'histoire". Mais la croissance est précisément la seule chose qui arrêtera l'effondrement de la civilisation en cours et permettra le progrès ! Elle nous libérera des contradictions du capitalisme qui empêchent aujourd'hui de répondre aux besoins, elle libérera des milliards de personnes de la pauvreté imposée par le modèle de développement à effet de ruissellement, et elle libérera les habitants des pays riches qui devront travailler beaucoup trop dur pour payer leurs maisons trop grandes et leurs modes de vie qui gaspillent les ressources. Regardez comment les gens vivent dans l'écovillage de Dancing Rabbit ; sur environ 5-10% de l'utilisation moyenne des ressources aux États-Unis tout en déclarant une qualité de vie bien supérieure à celle de la plupart des Américains. (Lockyer, 2017.)

Phillips et al. sont comme beaucoup d'autres dans le camp socialiste qui commettent l'erreur inexcusable d'identifier le bien-être à la richesse, ce qui est précisément ce que la classe capitaliste veut que nous fassions. Ils partent du principe que le bien-être ne peut être augmenté que si la production de biens achetés augmente, donc si le PIB augmente. (Il s'agit là de l'erreur vicieuse fondamentale intégrée dans la théorie et la pratique du développement conventionnel ; les pays pauvres ne peuvent pas "se développer" s'ils ne permettent pas aux investisseurs d'extraire leurs ressources à bon marché et donc d'augmenter le PIB. Voir TSW : Third World Development). C'est manifestement ridicule. En dehors du domaine médical, les facteurs qui permettraient le plus d'améliorer la qualité de vie de la plupart des personnes du monde riche n'ont rien à voir avec la richesse monétaire ou la propriété ; ce sont des choses comme avoir une bonne famille et de bons amis, une communauté solidaire, la sécurité contre le chômage, la proximité avec la nature, un travail socialement valorisé et la tranquillité d'esprit. Ces éléments sont facilement et automatiquement fournis dans un village pauvre du tiers monde ou dans un éco-village, tout comme les systèmes simples de base de production alimentaire, de logement, d'eau et d'énergie, etc. qui permettent des niveaux de vie matériels très frugaux mais parfaitement suffisants. (Je pourrais vous construire une belle, petite et parfaitement suffisante maison en briques de terre cuite pour bien moins de 10 000 dollars). Ce genre de systèmes et de technologies pourrait être rapidement mis en place dans les régions très pauvres du Tiers Monde si la création d'une autonomie coopérative des villages était l'objectif de développement. (Voir Leahy, 2014, 2018.) Le Sénégal travaille à la création de 1 400 écovillages. (St Onge, 2015.)

Il est particulièrement ironique que des écomodernistes de gauche comme Phillips se tirent une balle dans le pied. Ils se réjouissent de ce qui est le plus crucial pour le capitalisme, à savoir la croissance. Ils critiquent la croissance parce qu'elle ne cible pas le capitalisme pour nos maux mondiaux. Ce qu'ils ne semblent pas

comprendre, c'est que la croissance est la plus grande menace mortelle pour le capitalisme. La gauche doit de toute urgence dépasser sa fascination à long terme pour le "productivisme", pour réaliser que la meilleure ligne d'attaque contre le capitalisme est de se concentrer sur les limites et la durabilité, et de se plonger dans les villes de transition et les initiatives connexes. La tâche consiste à aider les gens à voir que nous pouvons commencer ici et maintenant à construire les alternatives qui sont la seule voie vers un avenir durable. La théorie de la transition de Simpler Way (TSW : Transition) soutient que nous serons forcés dans cette direction par l'effondrement à venir, que cela nous plaise ou non, et que se concentrer sur l'autosuffisance locale, coopérative, est la meilleure stratégie pour se débarrasser à terme du capitalisme.

Références

- Alexander, S., J. Rutherford et J. Floyd. (2018), "A Critique of the Australian National Outlook Decoupling Strategy : A 'Limits to Growth' Perspective". *Ecological Economics*, 145, 10-17. doi : <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2017.08.014>.
- Bastini, A., (2019), *Fully Automated Luxury Communism ; A Manifesto*, New York, Verso.
- Dittrich, M., S. Giljum, S. Bringezu, C. Polzin, S. Lutter, (2011), *Resource Use and Resource Productivity in Emerging Economies : Trends over the Past 20 Years*, SERI Report No. 12, Sustainable Europe Research Institute (SERI), Vienne, Autriche.
- Giljum, S., M. Dittrich, M. Lieber, S. Lutter, (2014), "Global Patterns of Material Flows and their Socio-Economic and Environmental Implications : A MFA Study on All Countries World-Wide from 1980 to 2009", *Resources*, 3, 319-339.
- Hickle, J., (2018), "Le grand défi du XXIe siècle est d'apprendre à consommer moins. C'est ainsi que nous pouvons le faire". *L'aiguillon européen*. 15 mai. <https://europeansting.com/2018/05/16/the-great-challenge-of-the-21st-century-is-learning-to-consume-less-this-is-how-we-can-do-it/>
- Hickel J., et G. Kallis, (2019), "Is Green Growth Possible", *New Political Economy*, DOI : 10.1080/13563467.2019.1598964, <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1598964>
- Krausmann, F., S. Gingrich, N. Eisenmenger, K. Erb, Haberl, H., et M. Fischer-Kowalski, "Growth in global materials use, GDP and population during the 20th century", *Ecological Economics*, 68 (2009) 2696-2705.
- Leahy, T., (2018), *Food Security for Rural Africa : Feeding the Farmers First*, Routledge.
- Lockyer, J., (2017), "Community, commons, and De-growth at Dancing Rabbit Ecovillage", *Political Ecology*, 24, 519-542.
- Parrique, T., et al, (2019), *Decoupling Debunked*. Bureau européen de l'environnement. Juillet. eeb.org/library/decoupling-debunked
- Phillips, L., (2014), *Austerity Ecology and the Collapse-Porn Addicts ; A Defence of Growth, Progress, Industry and Stuff*, Zero Books, Winchester UK.
- Phillips, L., (2019), *The De growth delusion*, *Opendemocracy*, 30 août. <https://www.opendemocracy.net/en/oureconomy/degrowth-delusion/>
- Schandl, H., et autres, (2016). *Flux de matières mondiaux et productivité des ressources. Une étude d'évaluation du Panel international des ressources du PNUE*. Programme des Nations unies pour l'environnement. Paris.
- Sharzer, G., (2012), *No Local*, New York, Zero Books
- St-Onge, E., (2015), "Le Sénégal transforme 14 000 villages en éco-villages", *Evolution collective*, 17 juin. <https://www.collective-evolution.com/2015/06/17/senegal-transforming-14000-villages-into-ecovillages/>
- Trainer, T., (2016), "Another reason why a steady-state economy will not be a capitalist economy", *Real World Economic Review*, 76, 55-65.

Wiedmann, T., H. Schandl, et D. Moran, (2014), "The footprint of using metals : New metrics of consumption and productivity", Environmental Economics Policy Studies, en ligne, 26 juin.

Fonds mondial pour la nature, (2018), The Living Planet Report, Fonds mondial pour la nature et London Zoological Society, http://assets.panda.org/downloads/living_planet_report_2018.pdf

Le masque tombe

Par James Howard Kunsler – Le 24 juillet 2020 – Source [kunstler.com](https://www.kunstler.com)

Lorsque Ted Wheeler, le maire de Portland, Oregon, est venu voir l'action de «*protestation pacifique*» au palais de justice fédéral mercredi soir dans sa tenue de compétition décontractée anti-émeute, son masque Covid-19 à double usage et lunettes assorties, il semblait un peu surpris de se retrouver au milieu... d'une émeute.



Le maire de Portland, Ted Wheeler, équipé pour le match, avec un soutien de sécurité.



Peut-être n'avait-il pas suivi toutes les vidéos *Twitter* de ce qui ressemblait à *Mad Max 2* – entrée gratuite – avec des guerriers Antifa renversant les clôtures, frappant les barrières de protection du rez-de-chaussée avec des barres de démolition, tirant des fusées de feu d'artifice et des rayons laser vers le groupe pitoyablement minuscule d'officiers fédéraux, essayant de se protéger des pierres, des bouteilles, des déchets humains, et de tout ce qui était à portée de main des Antifas dans leur détermination à forcer l'entrée et à incendier le bâtiment.

Le maire Wheeler est également le commissaire de police de la ville, mais il a apparemment oublié d'informer ses services que quelque chose pourrait exiger leur attention là-bas sur SW Third Avenue. Les fédéraux étaient seuls. Le maire Ted s'est frayé un chemin vers le devant de la foule, s'est frotté le menton tout en observant la scène pittoresque, puis – surprise – la foule a découvert qu'il était parmi eux et a tourné sa colère contre lui, en criant, dans la langue vernaculaire et châtiée des Antifa : «*Fuck you, Ted*» et «*Démisionne, connard !*». Alors que quelques bouteilles et glaviots suspects volaient en sa direction, il a commencé à comprendre que son cinoche démagogique n'était pas apprécié, et il s'est retiré à l'abri de son escouade de sécurité proche.

Par la suite, dans un communiqué de presse, il a observé : «*Ce que j'ai vu hier soir a été puissant à bien des égards. J'ai écouté, entendu et soutenu les manifestants. Et j'ai vu ce qui se produit lorsque le gouvernement fédéral envoie des forces paramilitaires contre son propre peuple.* »

Oui, c'était un «*moment propice à l'enseignement*» pour le maire Ted, comme tant d'actes violents et idiots pendant cet été de justice sociale, une *session de lutte* nationale à la Mao Tse Tong pour rééduquer les multitudes obtuses et privilégiées, face à la menace insidieuse du «*racisme systémique*».

Comment ça marche ? Eh bien, ces multitudes comprennent tout, bien sûr, et concluent peut-être d'elles-mêmes qu'un moment propice à l'enseignement n'est pas exactement la même chose qu'un moment de leadership, et que ce fantôme de racisme systémique n'est peut-être pas la seule préoccupation parmi tout ce qui est en train de s'effondrer.

Quoi qu'il en soit, le maire – et chef de la police – Ted, a rapidement lancé sa propre foudre contre les autorités fédérales – une contredanse pour avoir obstrué une piste cyclable de la ville en y plaçant des clôtures de protection. En voilà du leadership ! Tiens, prends ça dans la gueule, Donald Trump, espèce de grosse *Hitlerscheiss [merde hitlérienne]* ! Le maire Ted pense peut-être que sa bravoure exemplaire pourrait le mettre en mesure de remplacer le leader du Parti démocrate, et handicapé mental, Joe Biden, alors que la tâche nauséabonde d'oser le nommer aura lieu dans quelques semaines seulement – à condition que «*Celle-Qui-A-Raté-Son-Tour* » ne la ramène pas trop.

Quant aux Antifas, un petit coin de la sensibilité morale de chacun doit être réservé pour plaindre leur sort. Personne ne peut dire avec certitude combien sont issus du corps étudiant de la *Portland State University* voisine – une pépinière d'*Éveillés* – à quelques pâtés de maisons du *Centre de l'émeute*. Mais je parie qu'il y en a beaucoup. Là-bas, ils ont été rigoureusement formés à la théorie critique des races, à [l'intersectionnalité](#), aux études de genre et à toutes les autres préparations pour une vie adulte fructueuse dans le *Royaume des Éveillés*, et maintenant, hélas, les sections d'études universitaires sur la diversité n'embauchent plus dans le pays ! Que faire ?

L'économie mondiale est en chute libre depuis le virus corona, en fait proche de zéro, et les compétences universitaires des *Éveillés* pourraient ne pas être utiles ... à quoi que ce soit ! Moi aussi, je serais démoralisé si j'avais vingt ans. Pour aggraver les choses, les cafés, les bières artisanales et les petits bistrotis bisounours végétaliens sont fermés, ainsi que les music-halls et tous les autres lieux artistiques, et, en plus, qui a de l'argent ? Leurs corps [intersectionnels](#) sont perturbés par les hormones juvéniles, avec l'assistance de l'herbe et d'autres stimulants. Quelle meilleure façon de se débarrasser de toute cette énergie, par une chaude nuit d'été, que de se révolter dans les rues contre une société qui ne les a, en fait, préparés à rien, sauf à protester contre l'iniquité de la vie.

De retour dans ce qui reste du monde réel des adultes et tout ça, il y a la question séculaire de l'ordre public. De toute évidence, les maires et les gouverneurs d'étiquette Démocrate pensent voir un avantage politique dans le chaos, la destruction de biens et les blessures corporelles des citoyens, y compris le meurtre. Que faisait exactement le maire Ted Wheeler lors de l'émeute au *Federal Building* de Portland mercredi soir ? Montrait-il son soutien à l'action ? Bien sûr, ça y ressemblait. Mais est-il possible que la gouverneure Kate Brown l'approuve et l'encourage également ? Elle n'a pas utilisé la police de l'État de l'Oregon pour rétablir l'ordre. Il

est peut-être temps d'arrêter le jeu de massacre avant que d'autres personnes ne soient blessées et accusent ces politiciens de pousser à l'insurrection en vertu de la loi fédérale (18 U.S. Code § 2383). Et les mettre en jugement dans ce même bâtiment que leurs bandes Antifa essaient de brûler.

+ + +

Ne les laissons pas nous manipuler

Le 3 août 2020 – Source Caitlin Johnstone



Ne laisse pas la télé te dire comment voir.
Ne laisse pas l'expert te dire comment analyser.
Ne laisse pas le professeur te dire comment penser.
Ne laisse pas le prêcheur te dire comment aimer.
Ne laisse pas le banquier te dire combien cela vaut.
Ne laisse pas Hollywood te dire comment être...

+ + +

**Quoi, Moi m'inquiéter ? Les humains sont aveugles face à
l'effondrement imminent de l'environnement**

Par William E. Rees, publié à l'origine par The Tyee le 17 novembre 2017



Ce qui est curieux avec *H. sapiens*, c'est que nous sommes assez intelligents pour documenter - dans des détails exquis - les différentes tendances qui laissent présager l'effondrement de la civilisation moderne, mais pas assez intelligents pour nous sortir de la situation difficile que nous avons nous-mêmes provoquée.

Cela a été souligné une fois de plus en octobre, lorsque les scientifiques ont signalé que les populations d'insectes volants en Allemagne ont diminué de 75 % au cours des trois dernières décennies, ce qui est alarmant, et que les populations d'oiseaux ont chuté de 15 % au cours des douze dernières années. Les tendances sont similaires dans les autres régions d'Europe pour lesquelles des données sont disponibles. Même au Canada, tout, des "enquêtes" occasionnelles sur les pare-brise aux évaluations scientifiques formelles, montre une baisse du nombre d'insectes. Pendant ce temps, les populations domestiques de nombreux oiseaux insectivores sont en chute libre. L'Ontario a perdu la moitié de ses engoulevements au cours des 20 dernières années ; dans tout le pays, des espèces telles que les éperviers, les hirondelles, les hirondelles noires et les moucherons ont diminué de 75 % ; les hirondelles des granges et des berges du Grand Vancouver ont chuté de 98 % depuis 1970. Vous avez entendu parler de ces choses dans les médias ?

Domage. La perte de biodiversité pourrait bien être le problème du siècle. Elle est causée par de nombreux facteurs individuels mais en interaction - la perte d'habitat, le changement climatique, l'utilisation intensive de pesticides et diverses formes de pollution industrielle, par exemple, suppriment à la fois les populations d'insectes et d'oiseaux. Mais le moteur global est ce qu'un écologiste pourrait appeler le "déplacement compétitif" de la vie non humaine par la croissance inexorable de l'entreprise humaine.

Sur une planète finie où des millions d'espèces partagent le même espace et dépendent des mêmes produits finis de la photosynthèse, l'expansion continue d'une espèce entraîne nécessairement la contraction et l'extinction des autres. (Les politiciens en prennent note - il y a toujours un conflit entre la population humaine/l'expansion économique et la "protection de l'environnement").

Vous vous souvenez des 40 à 60 millions de bisons qui parcouraient les grandes plaines d'Amérique du Nord ? Ces bisons - ainsi que les millions de cerfs, de biches, de loups et de petites bêtes qui animaient autrefois les écosystèmes des prairies - ont été "déplacés par la concurrence", leurs habitats étant occupés par une biomasse

beaucoup plus importante d'humains, de bovins, de porcs et de moutons. Et pas seulement en Amérique du Nord - le soleil des Grandes Plaines fait aussi vivre des millions d'autres personnes - avec du bétail - dans le monde entier, qui dépendent en partie des exportations nord-américaines de céréales, d'oléagineux, de légumineuses et de viande.

Le déplacement concurrentiel existe depuis longtemps. Les scientifiques estiment qu'à l'aube de l'agriculture, il y a 10 000 ans, *H. sapiens* représentait moins d'un pour cent du poids total des mammifères de la planète. (Il n'y avait probablement que deux à quatre millions de personnes sur Terre à l'époque.) Depuis, les humains ont grandi pour représenter 35 % d'une biomasse totale beaucoup plus importante ; si l'on ajoute les animaux domestiques et le bétail, la domination humaine sur la biomasse mammalienne mondiale atteint 98,5 % !

Il n'est pas nécessaire de chercher plus loin pour expliquer pourquoi les populations d'animaux sauvages ont chuté de près de 60 % au cours du dernier demi-siècle. Les tigres sauvages sont passés de 93 % de leur aire de répartition historique à moins de 4 000 individus dans le monde ; la population d'éléphants d'Afrique a implosé de 95 % pour atteindre seulement 500 000 individus aujourd'hui ; le braconnage a fait passer le nombre de rhinocéros noirs d'un niveau déjà très réduit de 70 000 en 1960 à seulement 2 500 individus au début des années 1990. (Grâce à un effort de conservation intense, ils ont depuis rebondi à environ 5 000 individus). Et ceux qui pensent encore que le Canada est un pays essentiellement vierge et sous-peuplé devraient y réfléchir à deux fois : la moitié des espèces sauvages régulièrement surveillées dans ce pays sont en déclin, avec une baisse moyenne de 83 % de la population depuis 1970. Ai-je mentionné que la population d'orques résidant dans le sud de la Colombie-Britannique n'est plus que de 76 animaux ? C'est en partie dû au fait que les pêcheurs humains ont déplacé les épaulards de leur nourriture préférée, le saumon quinnat, alors même que nous déplaçons simultanément les saumons de leurs cours d'eau de frai à cause des barrages hydroélectriques, de la pollution et de l'urbanisation.

L'histoire est similaire pour les espèces familières partout et probablement pire pour la faune non charismatique. Les scientifiques estiment que le taux d'extinction des espèces "modernes" est de 1 000 à 10 000 fois supérieur au taux naturel. L'économie mondiale s'active à convertir la nature vivante en corps humains et en bétail domestique, sans que nos populations de plus en plus urbaines ne s'en rendent compte. L'urbanisation éloigne les gens, tant psychologiquement que spatialement, des écosystèmes qui les soutiennent.

La charrette humaine a peut-être vraiment commencé à rouler il y a dix millénaires, mais les deux derniers siècles de croissance exponentielle ont considérablement accéléré le rythme du changement. Il a fallu toute l'histoire de l'humanité - disons 200 000 ans - pour que notre population atteigne le milliard au début du XIXe siècle, mais seulement 200 ans, soit 1/1000e du temps, pour atteindre les 7,6 milliards d'aujourd'hui ! Pendant ce temps, la demande matérielle de la planète a encore augmenté : le PIB mondial a été multiplié par plus de 100 depuis 1800 ; le revenu moyen par habitant a été multiplié par 13. (multiplié par 25 dans les pays les plus riches). La consommation a explosé en conséquence - la moitié des combustibles fossiles et de nombreuses autres ressources jamais utilisées par l'homme ont été consommées au cours des 40 dernières années seulement. (Voir les graphiques dans : Steffen, W et al. 2015. La trajectoire de l'Anthropocène : La Grande Accélération. *The Anthropocene Review*, Volume : 2 Numéro : 1, page(s) : 81-98).

Pourquoi tout cela est-il important, même pour ceux qui ne se soucient pas vraiment de la nature en tant que telle ? Outre la tâche morale associée à l'extinction de milliers d'autres formes de vie, il y a des raisons purement égoïstes de s'en préoccuper. Par exemple, selon la zone climatique, 78 à 94 % des plantes à fleurs, y compris de nombreuses espèces alimentaires humaines, sont pollinisées par des insectes, des oiseaux et même des chauves-souris. (Les chauves-souris - également en difficulté dans de nombreux endroits - sont les pollinisateurs principaux ou exclusifs de 500 espèces dans au moins 67 familles de plantes). Jusqu'à 35 % de la production

végétale mondiale dépend plus ou moins de la pollinisation animale, qui assure ou augmente la production de 87 cultures vivrières de premier plan dans le monde.

Mais il y a une raison plus profonde de craindre l'épuisement et le dépeuplement de la nature. Sans vie, la planète terre n'est qu'une roche humide sans importance, avec une atmosphère toxique tournant inutilement autour d'une étoile ordinaire, aux confins d'une galaxie non différenciée. C'est la vie elle-même, à commencer par d'innombrables espèces de microbes, qui a progressivement créé l'"environnement" propice à la vie sur Terre telle que nous la connaissons. Les processus biologiques sont responsables de l'équilibre chimique des océans, favorable à la vie ; les bactéries photosynthétiques et les plantes vertes ont stocké et maintiennent dans l'atmosphère terrestre l'oxygène nécessaire à l'évolution des animaux ; la même photosynthèse a progressivement extrait des milliards de tonnes de carbone de l'atmosphère, le stockant dans des dépôts de craie, de calcaire et de combustibles fossiles, de sorte que la température moyenne de la Terre (actuellement environ 15 C) est restée pendant des âges géologiques dans la fourchette étroite qui rend possible la vie aquatique, même si le soleil s'est réchauffé (i. e. un climat stable est en partie un phénomène biologique) ; d'innombrables espèces de bactéries, de champignons et une véritable ménagerie de microfaune régénèrent continuellement les sols qui produisent notre nourriture (malheureusement, l'épuisement par l'agriculture est encore plus rapide - selon certains témoignages, il ne nous reste qu'un peu plus d'un demi-siècle de sols arables).

En bref, H. sapiens dépend totalement d'une riche diversité de formes de vie pour assurer diverses fonctions de soutien de la vie essentielles à l'existence et à la survie de la civilisation humaine. Alors que la grande extinction mondiale sans précédent provoquée par l'homme est en bonne voie, quelles sont les chances que l'intégrité fonctionnelle de l'écosphère survive au prochain doublement de la consommation matérielle que tout le monde attend avant le milieu du siècle ?

Voilà le problème : le changement climatique n'est pas la seule ombre qui assombrit le seuil de l'humanité. Bien que les médias grand public ne le sachent pas, la perte de biodiversité constitue sans doute une menace existentielle équivalente pour l'existence civilisée. Tant que nous y sommes, ajoutons à cela la dégradation des sols et des paysages, les pénuries potentielles de nourriture ou d'énergie et les autres limites des ressources. Et si vous pensez que nous pourrions probablement "gérer" quatre de ces problèmes environnementaux sur cinq, cela n'a pas d'importance. La version pertinente de la loi de Liebig stipule que tout système complexe dépendant de plusieurs intrants essentiels peut être anéanti par ce seul facteur en moins d'approvisionnement (et nous n'avons pas encore abordé les risques supplémentaires posés par les troubles géopolitiques qui suivraient inévitablement la déstabilisation écologique).

Ce qui soulève des questions qui vont au-delà du simple intérêt académique. Pourquoi ne sommes-nous pas collectivement terrifiés ou du moins alarmés ? Si nos meilleures connaissances scientifiques suggèrent que nous sommes en route vers l'effondrement des systèmes, pourquoi l'effondrement - et l'évitement de l'effondrement - ne sont-ils pas les sujets principaux du discours politique international ? Pourquoi la communauté mondiale n'est-elle pas engagée dans un débat vigoureux sur les initiatives disponibles et les mécanismes institutionnels transnationaux qui pourraient contribuer à rétablir l'équilibre des relations entre les humains et le reste de la nature ?

Il existe de nombreuses options politiques, allant de la simple tarification au coût complet et des taxes à la consommation, en passant par des initiatives en matière de population et une planification globale pour une économie stable, jusqu'à l'éducation générale pour des changements volontaires (et bénéfiques) de mode de vie, toutes ces options permettraient d'améliorer les perspectives de survie à long terme de la société mondiale. Des qualités humaines uniques, allant d'une intelligence élevée (par exemple, le raisonnement à partir de preuves), en passant par la capacité de planifier à l'avance jusqu'à la conscience morale, pourraient bien être à la hauteur

de la tâche, mais elles sont en sommeil - il y a peu d'indices d'une volonté politique de reconnaître le problème et encore moins d'élaborer de véritables solutions (ce que n'est pas l'accord de Paris sur le climat).

En résumé ? Le monde semble nier l'imminence d'un désastre ; le mot en "C" reste sans voix. Les gouvernements du monde entier ont rejeté l'avertissement lancé par les scientifiques à l'humanité en 1992, selon lequel "...un grand changement dans notre gestion de la Terre et de la vie sur Terre est nécessaire, si l'on veut éviter une grande misère humaine" et ignoreront de la même façon le "second avis" des scientifiques. (Publié le 13 novembre, cet avertissement indique que la plupart des tendances négatives identifiées 25 ans plus tôt "s'aggravent considérablement"). Malgré les preuves en cascade et les analyses détaillées qui prouvent le contraire, la communauté mondiale clame que la "croissance est nous" est son saint Graal contemporain. Même les objectifs de développement durable des Nations unies sont fixés sur l'expansion économique comme étant le seul marteau pour chaque clou problématique. Pendant ce temps, les gaz à effet de serre atteignent un niveau record, les zones marines mortes prolifèrent, les forêts tropicales tombent et les extinctions s'accroissent.

Que se passe-t-il au juste ? L'explication complète de cette énigme humaine potentiellement fatale est sans doute compliquée, mais Herman Melville l'a assez bien résumée dans Moby Dick : "Il n'y a pas de folie des bêtes de la terre qui ne soit infiniment dépassée par la folie des hommes."

CLIMAT, faut-il saboter les pipelines ?

Michel Sourrouille 5 août 2020 / Par [biosphere](#)

Comment lutter sur une planète qui brûle ? Contre le réchauffement climatique, nous bloquons, nous nous enchaînons aux grilles, nous nous collons au bitume, nous manifestons à nouveau le lendemain. Nous sommes toujours parfaitement, impeccablement pacifiques. Nous sommes plus nombreux, toujours plus nombreux. Et pourtant, les affaires continuent tout à fait comme avant – *business as usual*. « À quel moment nous déciderons-nous à passer au stade supérieur ? Comment cesser d'être à ce point inoffensif ? », s'interroge Andreas Malm*. A son avis le mouvement pour le climat devrait s'attaquer directement aux biens de consommation les plus néfastes en termes d'émissions. Il rêve d'actions nocturnes pour dégonfler les pneus des SUV en ville. Il veut forcer le mouvement écologiste à se poser des questions plus radicales : « *Le problème, bien sûr, c'est que faire sauter un pipeline dans un monde à six degrés de plus, ce serait agir un peu tard. Doit-on attendre un assentiment quasi général ? Celui de la majorité ? D'une importante minorité ?* »

Confrontant l'histoire des luttes à l'immense défi du réchauffement climatique, Andreas Malm interroge un précepte tenace du mouvement pour le climat : la non-violence et le respect de la propriété privée. La violence comporte des périls, mais le statu quo nous condamne. Il ravive une longue tradition de sabotage des infrastructures. Sur ce blog biosphere, nous préférons cette expression lumineuse, « contre-violence » au débat biaisé « violence ou non-violence ? ». Il faut lutter contre la violence de la société thermo-industrielle en détruisant ses moyens, champs d'OGM, pipelines, panneaux publicitaires, voitures arrogantes, etc. Car endommager du matériel qui condamne notre avenir sur une planète surchauffée n'est qu'un acte d'autodéfense. Est-ce vraiment incompréhensible de lutter contre un système prédateur pour sauvegarder les générations futures tout en épargnant les personnes présentes ? L'insurrection climatique devrait paraître une évidence pour les militants écologistes.

Il faut se rappeler les propos de Françoise d'Eaubonne au début des années 1970, le jour où elle fut scandalisée d'entendre un ami lui dire : « Le problème de la révolution passe au second plan devant l'urgence écologique. Le prochain acte réellement révolutionnaire sera l'attentat contre une centrale nucléaire en construction. Le Capital en est au stade du suicide, mais il tuera tout le monde avec lui ». Il lui aura fallu plus d'un an pour assimiler la profondeur de cette vérité. Au nom de la « contre-violence », Françoise d'Eaubonne participera à la lutte contre l'énergie nucléaire en commettant avec d'autres un attentat à l'explosif le 3 mai 1975 contre la

centrale de Fessenheim, retardant de quelques mois son lancement. Elle a assumé cette position radicale jusqu'au bout puisque dans ses derniers tomes de mémoires elle écrit encore : « *La contre-violence semble très indiquée comme retournement de l'arme de l'ennemi contre lui-même ; il va de soi que les attentats ne visent que des points de rupture précis du front ennemi, économisant au maximum les vies humaines, n'employant la prise d'otages qu'à bon escient et jamais avec n'importe qui, utilisant les moyens destructifs pour supprimer les coupables les plus évidents ou instruire le plus grand nombre possible d'abusés du sens de cette guérilla urbaine.* »

Voici quelques exemples de ce débat [sur le monde.fr](http://sur.lemonde.fr) :

Le sceptique : Déloger les « nombreuses personnes » de leur propriété privée et interdire leurs préférences? L'histoire du 20e siècle est claire avec les issues de ce raisonnement : fascisme, nazisme, communisme, intégrisme religieux et autres régimes où l'Etat prive les citoyens de leurs libertés.

François C.H. : Encore une fois de trop nombreuses personnes font passer leurs valeurs (respect absolu de la propriété privée) et leur désirs (on n'entravera pas ma liberté de consommer et vivre comme je l'entends) avant les réalités physiques du système Terre. Andreas Malm pose une question pourtant essentielle : puisque les COP sont des échecs, puisque les manifestations ne servent à rien, regardons comment eurent lieu les grandes avancées sociales et politiques de l'Histoire humaine. L'argument démocratique ne tient pas une seule seconde par ailleurs, le choix de la majorité n'a heureusement jamais été une raison éthique pour fermer sa gueule.

Novi : La réalité physique de la Terre, c'est un enfer pour l'homme. L'homme doit déployer un travail immense pour se nourrir, se vêtir pour se protéger du froid qui règne partout. Il a fallu s'asseoir sur le dos d'un cheval pendant des dizaines de milliers d'années pour enfin disposer ne serait ce que d'un vélo électrique. Imaginez la somme d'efforts que l'homme a du faire pour en arriver au vélo et au vélo électrique. Cette Terre est redoutable, il faut la dompter, la creuser, dominer son climat, dominer ses océans, vaincre son atmosphère et sa pesanteur. Et face à ça, des ahuris qui vivent pépère s'amusent à crever des tuyaux. Risible.

DMA : « On anticipe plus de souffrance à être pauvres qu'à avoir chaud ». Soyons optimistes, le changement climatique, est généreux, il nous donnera très probablement l'opportunité d'expérimenter les 2.

Pouch : Dans la même veine que le livre [Comment saboter un pipeline](#), mais en roman débridé et jouissif, je recommande 'Le Gang de la clef à molette' d'Edward Abbey

TOUJOURS FANTASIA CHEZ LES FOUS...

4 Août 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

France, [Hadopi](#), pour 82 000 000 d'euros de frais de fonctionnements, a rapporté exactement 87 000 euros... 962 euros dépensés par euro rapporté. Vous voulez réduire le déficit budgétaire ? J'ai ma petite idée...

Si on envoyait la facture au créateur du bouzin ? Sarkozy ?

[France](#) toujours, les restaurants gastronomiques ferment. les pôvres riches devront se contenter du KFC, si celui-ci n'a pas fermé...

Mon petit "doit", m'annonce qu'à Paris, justement, des tonnes et des tonnes de rez de chaussée vont être à vendre, avec des [vitrines fictives](#), comme dans n'importe quelle ville industrielle entrée en déshérence. Ville de branleurs, d'inutiles et de parasites (normal qu'ils votent Macron), les seuls qui bossaient vraiment étaient les poubelliers... La quasi totalité des autres sont de trop...

[France](#) encore, les salaires des Polites ! -c'est très Achille Talonnesque- d'Air France vient de fondre. En attendant de fondre encore plus, parce qu'une réduction des effectifs de 10 % quand le chiffre d'affaire dégringole de 95 %, c'est nettement insuffisant... Déjà, la [plupart des aéroports](#) ne sont simplement, pas sauvables...

Etats unis, les ploucs appelés antifa et blm se sont fait submergés par des contre manifestants. Si dans les villes démocrates, ils peuvent casser à loisir, les cops se contentant de regarder, sur ordre, ailleurs, ce n'est pas la même chanson. Vu la gueule des miliciens à certains endroits, toute idée saugrenue d'ailleurs, leur passe très vite...

SECTION ÉCONOMIE



Faillites de grandes entreprises, pertes abyssales, l'inquiétude monte encore

Publié le 5 août 2020 à 12:00:24 / 1 commentaire / 444 vues

La situation économique est désastreuse. Il y a quelques jours, les résultats annoncés par les grandes entreprises étaient tout simplement les pires depuis, depuis..... Lire la suite



L'Amérique n'a jamais connu un tel désastre économique !

Publié le 4 août 2020 à 22:00:56 / 18 commentaires / 1 426 vues

Cela fait très longtemps maintenant que Michael Snyder tire la sonnette d'alarme au sujet d'un effondrement économique aux Etats-Unis qui allait inévitablement... Lire la suite



La fin de ce système financier illusoire est proche

Publié le 5 août 2020 à 10:00:06 / 1 commentaire / 543 vues

Nous nous rapprochons donc de la fin, après avoir enduré pendant plus d'un siècle un système financier illusoire, créé et contrôlé par les banquiers pour servir... Lire la suite



1913 a été le commencement et 1971 la fin du commencement

Publié le 5 août 2020 à 08:00:51 / 2 commentaires / 542 vues

Au commencement, il y a eu la création de la Fed, en 1913, qui a permis aux banquiers privés de prendre le contrôle du système financier et de la création monétaire. Si... Lire la suite



La Planche à Billets fait... Brrrrrr ! Le Bilan de la BCE vient d'atteindre un nouveau sommet historique à plus de 6360 milliards €

Publié le 4 août 2020 à 20:00:03 / 1 commentaire / 249 vues

La taille du bilan de la BCE a augmenté de 9,4 milliards d'euros la semaine dernière en raison du QE, et vient d'atteindre un nouveau sommet historique à

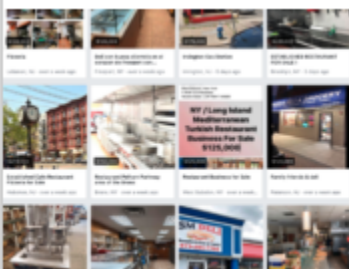
6... Lire la suite



Les défaillances de grandes entreprises ont doublé dans le monde au 2nd trimestre 2020

Publié le 4 août 2020 à 16:00:27 / 5 commentaires / 251 vues

L'assureur-crédit Euler Hermes a relevé 147 défaillances de grandes entreprises au cours du deuxième trimestre écoulé, contre 73 sur la même période... Lire la suite



Etats-Unis: Les restaurants à l'agonie se ruent sur le marketplace de Facebook pour liquider leurs actifs...

Publié le 4 août 2020 à 21:00:51 / 3 commentaires / 1 191 vues

Aux Etats-Unis, le secteur de la restaurations est en train de s'effondrer sous nos yeux. Pour être précis, les petits restaurateurs ont été broyés par la récession... Lire la suite

Alasdair Macleod : « le dollar sera détruit d'ici la fin de l'année »

Par Greg Hunter – Le 15 juillet 2020 – Source [USA WatchDog](#)



Selon l'expert financier et économique Alasdair Macleod, le marché de l'or est «*extrêmement dangereux en ce qui concerne les banques de gestion des lingots physiques, les swaps et les courtiers*» qui, à un moment donné, vont devoir livrer de l'or physique qu'ils n'ont pas.

Macleod explique :

« *J'ai du mal à voir comment ils peuvent boucler l'affaire La possibilité d'un défaut ou d'un «cas de force majeure» augmente constamment dans la situation actuelle. C'est une chose difficile à prévoir, mais à moins que quelqu'un ne puisse me montrer qu'il y a un moyen de s'en sortir. . . Je ne vois pas comment ces banques peuvent être sauvées. »*

Donc, la seule façon de sauver les banques est de livrer des tonnes d'or physique qu'elles n'ont probablement pas, n'est-ce-pas ? Macleod répond : « *Qu'elles n'ont pas... Ce n'est pas **probablement pas**, elles n'en ont pas.* »

Macleod pense que l'impossibilité de livrer l'or physique arrivera bientôt, lorsque le contrat sera dénoué en espèces et non en métal physique. Combien de fois le marché de l'or peut-il faire cela ? Macleod précise :

«Je pense que ce sera la fin du marché à terme car personne ne lui fera plus confiance comme moyen de livrer de l'or. Je veux dire que cela aura manifestement échoué. Alors, pourquoi voudriez-vous continuer à jouer avec ça ? Bien sûr, l'échec des contrats du COMEX est un problème très, très grave.»

Qu'arrive-t-il au prix de l'or ? Macleod déclare :

«Le prix est déjà en route vers l'infini ou, plus exactement, le dollar est en route vers zéro. La question à laquelle je pense que vous voulez vraiment avoir une réponse est combien de temps cela prendra-t-il ? À mon avis, pas très longtemps. Probablement d'ici la fin de l'année parce que quelque chose se passe en arrière-plan, à savoir une crise bancaire qui se développe. C'est la conséquence naturelle de la contraction du crédit bancaire. Il y a l'effet des taux d'intérêts, en plus de cela, qui a transformé un cycle normal de contraction du crédit bancaire en un spectacle d'horreur de 1929 à 1932... Si vous avez un effondrement bancaire, la valeur de ces actifs va simplement baisser dans la marmite. La chose suivante, bien sûr, c'est les rendements obligataires qui commencent à augmenter en raison des implications inflationnistes d'un effondrement financier. À ce stade, le financement public devient impossible car les gouvernements seront en réalité en banqueroute. »

Macleod dit que les actions, le dollar et les obligations chutent tous ensemble et explique :

« C'est la leçon de l'histoire. Tout disparaît. Si vous détruisez la devise, vous détruisez tous les actifs financiers qui y sont adossés. C'est ce qui se passe. C'est en cours. »

En terminant, Macleod enfonce le clou :

«Je pense que les problèmes avec la monnaie vont se produire d'ici la fin de cette année. Je pense que les problèmes du COMEX vont se produire bien avant cela. Je pense qu'ils vont être liés à une crise bancaire plus large. Une crise bancaire est certaine. Je ne vois pas comment cela peut être évité... Si notre point final est que le pouvoir d'achat du dollar passe à zéro, alors vous pouvez voir actuellement que \$1 800 pour le prix de l'or et \$19 pour le prix de l'argent, c'est de la fiente de poule par rapport à l'endroit où ça va aller. Donc, c'est un mouvement majeur qui se produit, non pas parce qu'ils achètent beaucoup d'or et d'argent, mais parce que les gens commencent à réaliser ce qui se passe avec le pouvoir d'achat du dollar, de la livre, de l'euro, etc., etc. C'est la chose à garder à l'esprit... Je pense que le dollar sera détruit d'ici la fin de l'année, et le prix de l'or et de l'argent ira à l'infini... Je pense que la crise bancaire pourrait commencer dans un mois. Regardez ce qui arrive à leurs bilans... Je pense que l'effondrement sera probablement si rapide qu'en l'absence d'autres informations, la meilleure chose à faire est de conserver l'or et l'argent comme police d'assurance au cas où j'en aurais besoin. »

Greg Hunter

Faillites de grandes entreprises, pertes abyssales, l'inquiétude monte encore

Charles Sannat Le 05 Août 2020



La situation économique est désastreuse.

Il y a quelques jours, les résultats annoncés par les grandes entreprises étaient tout simplement les pires depuis, depuis... toujours ou presque !

Renault, ou encore Airbus, mais aussi les banques comme Natixis ou Société Générale, et je vous passe les pertes ou les chutes dramatiques des bénéfices. Les faillites de grandes entreprises s'envolent, gare à l'effet domino !

Un autre sujet qui inquiète, c'est évidemment les défaillances de grandes entreprises qui ont doublé au deuxième trimestre, rapporte Euler Hermes.

« L'assureur-crédit met en garde contre le risque d'effet domino sur de plus petites sociétés ! En France, la distribution et les services sont les secteurs les plus affectés.

Les faillites se multiplient dans le monde du fait des lourdes retombées de la pandémie de coronavirus. Au deuxième trimestre, les défaillances de grandes entreprises ont ainsi doublé sur un an à l'échelle mondiale, souligne l'assureur-crédit Euler Hermes, qui a relevé 147 défaillances sur la période, contre 73 au deuxième trimestre 2019. Le chiffre d'affaires cumulé des grandes entreprises défaillantes a dans le même temps augmenté de 138 % entre les deux périodes pour atteindre 106,9 milliards d'euros, précise Euler Hermes dans une note.

En France, l'assureur-crédit a comptabilisé entre avril et juin 20 défaillances de grandes entreprises, soit 16 de plus que durant la même période de l'an dernier, pour un chiffre d'affaires cumulé de 4,4 milliards d'euros, contre 650 millions au printemps 2019. « La majeure partie de la vague de défaillances n'arrivera qu'au deuxième semestre 2020 en France et dans le monde, mais pour les grandes entreprises, elle est visiblement déjà arrivée », constate Euler Hermes ».

Classiquement, lors des crises, il est rare que les grandes entreprises cessent leur activité et meurent. C'est plutôt les PME qui vont au tapis.

Mais la crise économique du coronavirus est d'un tel niveau d'intensité que cette fois, même des grands noms, de grandes marques font faillite entraînant avec eux tout l'écosystème de TPE et PME qui va avec. A ce titre l'exemple de l'aéronautique et édifiant.

Source: insolentiae

La fin de ce système financier illusoire est proche

Source: or.fr Le 05 Août 2020



Nous nous rapprochons donc de la fin, après avoir enduré pendant plus d'un siècle un système financier illusoire, créé et contrôlé par les banquiers pour servir leurs propres intérêts. Autant il nous a fallu du temps pour en arriver là, autant la fin sera soudaine et douloureuse, et le monde sera pris au dépourvu par la rapidité de cet effondrement. **La phase finale se déroulera à un rythme exponentiel, comme je l'ai expliqué dans un [article](#) de 2017 en prenant l'exemple d'un stade rempli d'eau :**

« LES MOUVEMENTS EXPONENTIELS SONT EN PHASE TERMINALE

Il y a une illustration scientifique qui montre comment ces mouvements exponentiels se produisent et aussi, comment ils se terminent.

*Imaginez un stade de football rempli d'eau. Chaque minute, on ajoute des gouttes. On commence par une goutte, puis on double le nombre de gouttes à chaque minute. On passe ainsi d'1 goutte à 2, 4, 8, 16, etc. Combien de temps faut-il donc pour remplir le stade tout entier ? Un jour, un mois ou un an ? Non, cela se fera bien plus rapidement, en seulement **50 minutes** ! Voilà qui peut sembler difficile à comprendre, mais il y a encore plus intéressant : à votre avis, quel est le niveau de remplissage du stade après 45 minutes ? La plupart des gens diraient, environ 75-90%... mais ils se trompent. **Après 45 minutes, le stade n'est rempli qu'à 7% !** Dans les cinq dernières minutes, le niveau de remplissage passe de 7% à 100%. »*

L'Amérique n'a jamais connu un tel désastre économique !

Michael Snyder Source: theeconomiccollapseblog Le 04 Août 2020



Cela fait très longtemps maintenant que Michael Snyder tire la sonnette d'alarme au sujet d'un effondrement économique aux Etats-Unis qui allait inévitablement arriver, et maintenant, on y est. La peur du COVID-19 et les troubles civils sans précédent dans les grandes villes américaines se sont entremêlés et ont plongé l'Amérique dans une récession économique historique, et personne ne sait exactement ce qui va se passer par la suite. Jeudi, nous avons appris que le PIB américain était en chute libre de -32,9% en rythme annualisé au deuxième trimestre 2020. Cela fait officiellement du dernier trimestre, le pire trimestre de toute l'histoire des États-Unis, et beaucoup de gens pensent que cette nouvelle dépression économique ne fait que commencer. Mais bien sûr, toutes les régions du pays ne [sont pas affectées de la même manière](#) . Selon [USA Today](#) , des États comme Hawaï, le Nevada, le Michigan et New York ont été particulièrement impactés au cours du dernier trimestre...

Chaque État a été sévèrement impacté au cours du dernier trimestre, comme ceux qui dépendent énormément des voyages et du tourisme, comme Hawaï et le Nevada, ces derniers ont été les plus durement touchés par la récession, selon les chiffres de l'emploi analysés par l'économiste Adam Kamins de Moody's Analytics. Le Michigan, cœur de l'industrie automobile américaine, a été particulièrement frappé étant donné que les consommateurs ont reporté leurs achats de véhicules. Et les États du Nord-Est densément peuplés et frappés par les plus graves vagues de la pandémie – comme New York, le New Jersey et le Massachusetts – ont subi d'énormes pertes économiques, étant donné que les gouverneurs ont très tôt imposé les fermetures et que les résidents sont restés confinés chez eux.

Au départ, les médias mainstream nous expliquaient que l'économie américaine allait rebondir au cours du troisième trimestre, mais nous continuons à recevoir davantage de données économiques nous indiquant clairement que l'économie recommence à ralentir.

Par exemple, le ministère du Travail américain vient de publier de nouveaux chiffres qui étaient un peu plus que surprenants. Aussi incroyable que cela puisse paraître, [1,434 million d'Américains](#) ont déposé de nouvelles demandes d'allocation chômage la semaine dernière. C'était une augmentation par rapport au 1,422 million enregistrés la semaine précédente, et c'est donc la seconde semaine consécutive que les demandes d'allocation chômage augmentent.

Cela fait désormais 19 semaines consécutives que les demandes hebdomadaires d'allocation chômage dépassent le million.

Personnellement, je ne sais toujours pas comment une telle situation peut-être encore possible. Avant cette année, le record absolu de demandes d'allocation chômage sur une seule semaine n'était que de 695 000. Les chiffres que nous recevons semaine après semaine sont si catastrophiques qu'ils dépassent l'entendement.

En tout, plus de 54 millions américains ont déposé des nouvelles demandes d'allocation chômage au cours des 19 dernières semaines, ce qui en fait de très loin, le plus grand pic de chômage de toute l'histoire des Etats-Unis.

Alors que 152 millions d'Américains travaillaient en Février dernier au pic du soit disant plein emploi, comment est-il possible que plus de 54 millions de salariés aient déposé des demandes hebdomadaires d'allocation chômage jusqu'à présent cette année ?

Les choses sont-elles vraiment devenues si catastrophiques ?

Peut-être qu'elles le sont. Bloomberg vient de rendre compte d'une récente enquête du Census Bureau qui a révélé que [30 millions d'Américains ont affirmé qu'ils n'avaient plus assez de nourriture](#) au cours de la semaine qui s'est terminée le 21 juillet ...

L'insécurité alimentaire des ménages américains a atteint la semaine dernière son niveau le plus élevé depuis que le Census Bureau a commencé à suivre les données en mai, avec près de 30 millions d'Américains

déclarant qu'ils n'avaient pas eu assez à manger à un moment donné au cours des sept jours précédant le 21 juillet.

Dans ce sondage éclair mené par le Census bureau auprès des ménages américains, environ 23,9 millions des 249 millions américains sondés ont indiqué qu'ils n'avaient «parfois pas assez à manger» pour la semaine se terminant le 21 juillet, tandis qu'environ 5,42 millions d'américains ont indiqué qu'ils n'avaient «régulièrement pas assez à manger».

Encore une fois, ces chiffres sont si choquants qu'ils sont difficiles à croire.

Y a-t-il vraiment des dizaines de millions d'Américains qui ne peuvent plus se permettre trois repas par jour en ce moment ?

Sans doute qu'il y en a, mais il est encore plus difficile de comprendre le fait que l'Amérique soit tombée si bas et en si peu de temps.

Parallèlement, nous venons de recevoir de très mauvaises nouvelles sur l'industrie de la restauration. Selon la National Restaurant Association, au moins 15% de l'ensemble des restaurants américains fermeront leurs portes. [Ce qui suit provient de Zero Hedge...](#)

La National Restaurant Association a déterminé qu'au moins 15% des restaurants américains fermeront. Ce pourcentage pourrait être beaucoup plus élevé d'ici la fin de l'année tandis que la Goldman Sachs rapporte que la reprise économique est en train de s'inverser désormais.

Les petits restaurateurs, qui craignent une récession à double creux, ont désormais recours à la liquidation de leurs restaurants sur Facebook Marketplace.

Une simple recherche du terme « restaurant » sur le Facebook Marketplace, à moins de 130 km de Trenton, New Jersey, donne des dizaines et des dizaines de restaurants qui essaient de quitter la partie.

En réalité, si nous perdions que 15% de nos restaurants, nous devrions nous estimer heureux mais je crains que ce pourcentage sera bien plus élevé encore.

Alors que la peur du COVID-19 se propage mois après mois et que les troubles civils s'aggravent davantage, il deviendra de plus en plus difficile pour les restaurants, bars, cinémas et autres établissements où le public se rassemble de survivre.

En fin de compte, je pense que nous allons perdre des centaines de milliers de restaurants, et cela me désole profondément de le dire.

Bien sûr, chaque secteur sera sévèrement impacté par cette nouvelle dépression économique, et même les plus grands noms seront durement touchés.

En réalité, on peut savoir lorsque les choses commencent à vraiment mal tourner, regardez par exemple Walmart qui [commence à licencier des salariés...](#)

Walmart Inc. rejoint les rangs de Macy's et L Brands en supprimant des centaines d'emplois afin de réduire les coûts.

Les employés du grand détaillant américain qui gèrent les entrepôts, s'occupent de la logistique et de l'immobilier commercial auraient reçu des notifications de licenciements, a rapporté Bloomberg jeudi.

Si les dirigeants de Walmart croyaient vraiment que l'économie américaine allait rebondir, ils n'auraient pas entrepris une telle démarche.

Mais à ce stade, il devrait être clair pour tout le monde qu'il n'y aura pas de retour à la vie d'avant.

Des temps extrêmement difficiles se profilent à l'horizon et ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que la pointe de l'iceberg.

Davantage de grandes entreprises vont faire faillite, plus de commerces déposeront le bilan, et de plus en plus de salariés seront licenciés, et les dominos financiers vont commencer à tomber les uns après les autres à un rythme absolument effrayant.

Moi même ainsi que d'autres experts financiers avertissons sur une tas de faits depuis tant d'années, et désormais ces choses sont en train de se produire sous nos yeux.

Le grand dénouement est proche voire commence, et il est impératif pour nous tous de trouver un moyen de survivre aux graves difficultés économiques qui nous attendent.

« Les détails du Grand Reset dévoilé par l'Homme des hommes de Davos »

par [Charles Sannat](#) | 5 Août 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je voulais vous parler du Grand Reset avant de prendre quelques jours de congés pendant ce mois d'août. La lettre de juillet consacrée au « Grand Reset, à quoi s'attendre », est en ligne dans vos espaces lecteurs. Je souhaite donc mon traditionnel bonnes vacances à ceux qui partent et bon courage à ceux qui reviennent tenir la maison pendant le mois d'Août.

En effet, cela commence à faire longtemps que l'on nous parle du grand « Reset », cette grande réinitialisation.

Si je vous en parle depuis quelques semaines avec insistance c'est pour plusieurs raisons.

La première, c'est qu'évidemment, c'est une idée dans « l'air », une idée que l'on entend de plus en plus, portée par des autorités faisant autorité ce qui est le propre des autorités ! Quand la Directrice Générale du FMI parle

du Grand Reset, il faut l'entendre. Lorsqu'au forum de Davos, on vous parle de Grand Reset, et que ce concept devient le sujet central de travail des « grands » de ce monde, alors il faut l'entendre.

La seconde raison, c'est que si nous sommes confrontés à un « Grand Reset », cela bouleversera forcément nos vies. Ce ne sera pas la fin du monde, loin de là, cela peut être meilleur ou pire, ou simplement différent, mais les équilibres dans les lesquels nous avons grandi, vécus depuis plus de 50 ans, seront évidemment radicalement changés. Il y aura, comme à chaque fois, de grands perdants nombreux, et de grands gagnants sans doute plus rares !

La troisième raison, et c'est la plus importante, est que pour la première fois, l'Homme des hommes de Davos s'est exprimé par écrit dans un ouvrage de presque 400 pages, en anglais, au sujet de ce Grand Reset.

Qui est l'Homme des hommes de Davos ?

Rendons tout d'abord à César ce qui appartient à César, et l'expression « les hommes de Davos », nous la devons à Charles Gave qui en est l'auteur. Je trouve cette expression très bien trouvée, et désignant bien ce qu'elle doit à savoir que les hommes de Davos, représentent les illustres de ce monde globalisé et interconnecté, ayant pour dieux, profits, bénéfices, libre-échange, sans-frontiérisme etc... Nous avons tous compris que les intérêts des hommes de Davos, bien souvent, s'opposent frontalement aux intérêts des braves gens constituant l'écrasante majorité des peuples de cette planète. De l'Europe à l'Afrique, les désirs des populations sont généralement les mêmes. Avoir des gamelles pleines, et croire en un avenir meilleur pour nos enfants.

L'intérêt des hommes de Davos, n'est pas celui des simples gens que nous sommes tous.

Alors, pour comprendre à quelle sauce veulent nous manger les hommes de Davos, il faut essayer de comprendre ce qu'ils mijotent dans leur cuisine pas toujours ragoutante.

C'est là qu'il faut que je vous parle de Klaus Schwab.

Qui est Klaus Schwab ?

Klaus Schwab, né le 30 mars 1938 à Ravensbourg en Allemagne, est un ingénieur et économiste allemand. Il fonde en 1971 le Symposium européen du management, organisé à Davos en Suisse, qui deviendra en 1987 le Forum économique mondial plus connu sous... « Rassemblement de Davos » !

Fils d'industriels, Klaus Schwab est titulaire d'un doctorat en sciences de l'ingénieur de l'École polytechnique fédérale de Zurich (1966), d'un doctorat en sciences économiques de l'université de Fribourg (1967) et d'une maîtrise en administration publique de l'université Harvard (1967).

Il commence sa carrière professionnelle à la fin des années 1960 en tant que professeur de management industriel à l'Université de Genève, où il enseigne jusqu'en 2002, tenant au titre de « professeur ».

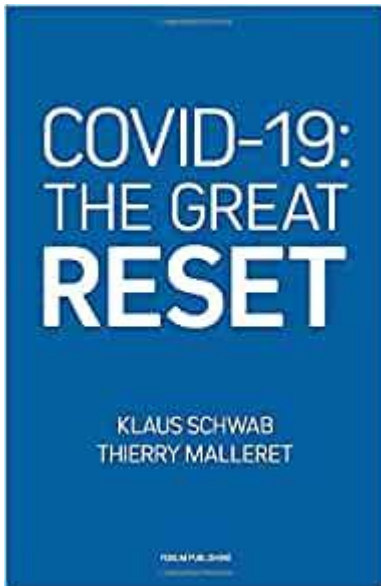
En 1971, marqué par la lecture et le succès du Défi américain de Jean-Jacques Servan-Schreiber, il organise en 1971 le Symposium européen du management, s'adressant d'abord à un public européen.

Il est principalement connu comme président, depuis sa création, du forum économique mondial (World Economic Forum), fondation à but non lucratif dont le siège est à Genève. Ce forum est surtout renommé par sa réunion annuelle à Davos, en Suisse, qui réunit des dirigeants d'entreprises, des hommes ou femmes politiques du monde entier ainsi que des intellectuels et des journalistes, afin de débattre des problèmes les plus urgents de la planète, y compris dans les domaines de la santé et de l'environnement.

Moins libéral qu'on le dit souvent, il déplore en 2009 : « J'ai créé le forum il y a quarante ans pour que les PDG rencontrent la société civile mais au fil des ans, leurs politiques de rémunérations ont rapproché les PDG des actionnaires et, parallèlement, les actionnaires sont devenus court-termistes. Il faut reconstituer un ethos professionnel ».

Klaus Schwab est le père de Nicole Schwab, cofondatrice du Gender Equality Project, qui encourage les entreprises à favoriser la diversité.

Il est l'Homme des hommes de Davos.



Depuis presque 50 ans soit tout de même un demi-siècle, Klaus Schwab reçoit tous les grands de ce monde, sa place, parmi les hommes de Davos est centrale, à tel point, qu'il est possible de le considérer comme l'Homme des hommes de Davos.

Maintenant que vous savez tout cela, son dernier et tout récent ouvrage qui n'était disponible que sous le format Kindle d'Amazon prend une profondeur très différente.

Il y expose sur presque 400 pages les travaux de Davos, et sa vision également plus personnelle aussi bien des défis de notre monde que des solutions qu'il faudrait mettre en place.

En réalité cet ouvrage, est LA première « bible » du saint Reset.

C'est un ouvrage incontournable pour comprendre ce qui s'en vient et les contours de cette grande réinitialisation.

Au passage je vous livre ici, sa définition justement du grand reset.

Le Grand Reset c'est « **le remplacement des idées, des institutions, des processus et des règles actuelles** ». En cela, ça s'apparente au « nouvel ordre mondial » que certains peuvent évoquer sous des contours plus « complotistes », un nouvel ordre mondial s'accompagnant d'une nouvelle « gouvernance » mondiale.

Si nous ne parlions « que » des institutions ou des processus et des règles actuelles », ce serait une chose, mais Klaus Schwab parle bien du remplacement des « idées »... et de vous à moi, ceux qui ont compris quelques petites choses sur la vie, savent que les problèmes graves arrivent, quand quelqu'un s'arroge le droit de penser

comment l'autre doit vivre. Quand je commence à savoir ce qui est bien pour l'autre et à le lui imposer, alors, les disputes ou les massacres ne sont jamais loin.

Au niveau micro-comportemental, lorsqu'un parent exige d'un enfant qu'il vive de telle ou telle façon, la rupture est très proche. Au niveau Macro, c'est la même chose.

Lorsque l'on dit qu'il faut remplacer les idées, il faut comprendre que nos idées, nos pensées sont « mauvaises » et doivent être changées...

La dernière grande expérience de changement d'idées a été faite avec les camps de redressement de Mao ou ceux des Khmers rouges.

Cette fois, l'idéologie sera verte.

Cette fois, les Khmers seront verts.

Vous en connaissez déjà une. Elle s'appelle Greta.

Les camps de redressement idéologiques seront médiatiques (sauf si cela ne suffit pas).

Le Grand Reset a déjà commencé.



Le dossier spécial consacré à ce sujet est téléchargeable dans vos espaces lecteurs pour tous [les abonnés à la lettre STRATEGIES](#). Je vous y synthétise en 70 pages de traduction et d'analyses l'essentiel de la pensée de Klaus Schwab, l'Homme des hommes de Davos.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Les cours de l'or dépassent les 2000 dollars l'once !

Les cours de l'or poursuivent leur ascension assez logique dans le climat actuel.

Les cours du métal jaune viennent de dépasser largement les plus hauts, c'est donc historique.

La crise du coronavirus nécessite des sommes jamais vues pour relancer l'économie.

Les tensions sino-américaines sont en train de s'exacerber alors qu'approchent les élections présidentielles de novembre.

Le dollar est orienté à la baisse (sans s'effondrer, mais il baisse) ce qui mécaniquement entraîne une « revalorisation » du métal jaune contre le dollar qui se déprécie contre l'or.

Bref, il n'y a pas de raison que les cours du gold se portent mal, donc ils se portent bien et c'est d'une grande logique. Ce qu'il se passe étant prévisible depuis 10 ans (je parle de la fuite en avant dans la création monétaire pour soutenir le système économique) il reste incompréhensible que les marchés ne l'ait pas compris plus tôt !

Quant aux journalistes de France Info, ils ne veulent toujours pas comprendre...

Je cite cet article intitulé : « L'or dépasse son plafond historique »

« Aujourd'hui, un Français sur trois détient de l'or, en pièces, bijoux et lingots et les statistiques montrent que les jeunes sont de plus en plus intéressés. Pour celles et ceux qui peuvent épargner ou diversifier leurs placements, le métal jaune est une des solutions mais il n'est pas rémunérateur comme le sont d'autres produits (assurance-vie, comptes épargne défiscalisés, etc.). Non seulement l'or ne rapporte rien à ses propriétaires à court terme – il faut le garder de longues années pour espérer en tirer un gain –, il n'est pas liquide (on ne peut pas retirer de l'argent sauf à le vendre) ; il coûte cher en conservation et il est frappé d'un impôt de près de 40% à la revente. L'or dort, ne finance pas l'économie réelle... mais il rassure. Il est en quelque sorte le reflet de l'angoisse de la société ».

Cela me fait toujours sourire de voir ces arguments qui n'en sont pas, repris en boucle dans les médias. L'or n'est pas le reflet d'une angoisse.

Il est le reflet de la perte de valeur des monnaies parce que les autorités monétaires du monde entier font à peu près n'importe quoi.



L'or est donc sans doute parti pour commencer enfin, sa deuxième phase d'ascension, ce qui devrait le conduire vers des sommets encore insoupçonnés.

Charles SANNAT



Pourquoi ils toussent

François Leclerc 5 août 2020 Décodages.com



Les pertes affichées par les grands groupes français atteignent des milliards d'euros, l'unité de compte qui désormais prévaut en tous domaines en ces temps de gigantisme. Cela va-t-il si mal après quelques semaines d'une forte baisse de l'activité économique suivies d'une reprise durablement poussive ? Le tissu économique serait-il à ce point fragile ? C'est une hypothèse à sérieusement envisager.

Toutefois, un vieux truc du métier consiste à charger la barque quand l'occasion s'en présente, pour ne pas avoir à y revenir. En l'occurrence en faisant porter un chapeau trop large à la pandémie et au confinement. Il y aurait donc à boire et à manger dans cette affaire.

La chute durable du prix du pétrole, la rentabilité évanouie du gaz de schiste ou la reconversion forcée de l'industrie automobile ne sont pas totalement étrangères aux dépréciations d'actifs et aux provisions dont les écritures ont été passées. D'autres secteurs ont certes été incontestablement durement touchés par le confinement forcé : le transport aérien et ferroviaire ainsi que la grande distribution et le tourisme. Il n'a donc pas que des effets d'opportunité.

Tous ces secteurs ont cependant en commun de faire face à une douloureuse reconversion, et les plus grandes entreprises entraînent dans leur sillage la masse de leurs sous-traitants. « Quand les parents boivent (la tasse), les enfants trinquent » avertissait la sécurité routière ! C'est toute une conception de l'activité industrielle dont il faut payer le prix, les chaînes de production internationales ne sont pas seules touchées.

Le manque de fonds propres et l'insuffisance de la trésorerie, ces amortisseurs de toujours, sont également en cause, le poids des frais financiers continuant à s'exercer quand le chiffre d'affaires chute. Le modèle économique est atteint, et ce n'est pas propre à la France. L'industrie automobile allemande était en crise avant que la pandémie n'apparaisse et privilégier les exportations en négligeant le marché intérieur revient à mettre tous ses œufs dans le même panier.

Noircir le tableau a toutefois l'avantage de justifier des plans de licenciements et des restructurations, une occasion à ne pas manquer afin de poursuivre et d'intensifier les réformes du droit du travail. Mais c'est jouer avec le feu. Comment renforcer la consommation – ce moteur de la croissance d'autant plus indispensable que l'investissement privé n'est pas d'actualité et que celui d'origine publique a des limites – si l'on accroît la précarité ? Déjà qu'un nouveau concept est apparu, celui de la « sur-épargne » que l'on déplore...

Il pend aussi au bout du nez la menace, « hautement probable » selon le Conseil scientifique, d'une deuxième vague de la pandémie à l'automne. L'arbitrage en faveur de la reprise du travail a participé d'un relâchement des mesures de précaution, produisant déjà un effet rebond.

En raison des incertitudes, les investisseurs ne portent plus les banques dans leur cœur et leur valorisation boursière connaît en conséquence une chute impressionnante dans toute l'Europe. L'arrêt de la distribution des dividendes, selon les instructions de la BCE qui veille au grain, n'y est prosaïquement pas pour rien, car il est souligné que leur matelas de fonds propres est plus épais que jamais ! La clairvoyance n'a jamais été leur fort, mais le sens aigu de leur intérêt ne se dément jamais.



Editorial: la Grande Réinitialisation n'est pas un mythe, elle a pignon sur rue.

Bruno Bertez 5 août 2020

Le verrouillage/confinement des citoyens à la suite de la pandémie de coronavirus a relancé les plans de longue date qui visent à établir un nouvel ordre mondial.

Ne haussez pas les épaules, ceci n'est absolument pas un nième texte conspi, je suis anti-conspirationniste car ceux qui le pratiquent nuisent aux causes qu'ils croient défendre, en nuisant à la crédibilité des informations et des analyses.

Sous les auspices du Forum économique mondial (WEF), les décideurs politiques mondiaux préconisent une «**grande réinitialisation**» dans le but de créer une technocratie mondiale.

Ce n'est pas par hasard si, le 18 octobre 2019, à New York, le WEF a participé à «l'événement 201» lors de l'exercice de pandémie de «haut niveau» organisé par le John Hopkins Center for Health Security.

Cette technocratie implique une coopération étroite entre les responsables de l'industrie numérique et les gouvernements.

Elle passe par des programmes tels que le revenu minimum garanti et la santé pour tous.

Le nouveau type de gouvernance combine un contrôle sociétal strict avec la promesse d'une justice sociale globale.

La vérité, cependant, est que ce nouvel ordre mondial de tyrannie numérique s'insère dans un système complet de crédit social. La République populaire de Chine est le pionnier de cette méthode de surveillance et de contrôle des individus, des entreprises et des entités sociopolitiques.

J'ai souvent écrit et expliqué que la Chine était notre avenir, ce que l'on y voit maintenant étant caricatural certes, mais tout a fait isomorphe. La différence n'est que de finesse.

L'identité de l'individu se réduit à une Application ou une Puce qui enregistre presque toutes ses activités personnelles.

Afin d'obtenir quelques droits individuels, pour se rendre à un certain endroit par exemple, une personne doit trouver un équilibre entre ces privilèges apparents et sa soumission à un ensemble de réglementations qui définissent en détail ce qu'est un « bon comportement » considéré comme bénéfique pour l'humanité et l'environnement. Bref il faut se conformer!

Par exemple, lors d'une pandémie, ce type de contrôle irait de l'obligation de porter un masque et de pratiquer la distanciation sociale à des vaccinations spécifiques pour postuler à un emploi ou pour voyager.

C'est un type d'ingénierie sociale qui est à l'opposé de l'ordre spontané ou de développement individuel.

Comme l'ingénieur en mécanique avec une machine, l'ingénieur social -ou le technocrate- traitent la société comme un objet. Les tendances de la sociologie moderne avec l'invention d'un « fait social », conduisent dans cette voie. Or le fait social n'existe pas, il est une abstraction réifiée, construction de l'esprit, une construction idéologique utile pour ceux qui veulent l'utiliser, c'est à dire le manipuler.

Le totalitarisme des temps anciens était violent, « hard ». L'ingénieur social moderne travaille dans le soft, il tentera de faire fonctionner la machine sociale toute seule selon sa conception mais pas par.

Pour ce faire, l'ingénieur social doit appliquer « les lois de la société » comme l'ingénieur en mécanique applique les lois de la nature. La théorie comportementale a atteint un stade de connaissance qui rend possible les rêves d'ingénierie sociale. Les machinations de l'ingénierie sociale n'opèrent pas par la force brute, mais subtilement par suggestions pressantes.

L'avènement des sciences dites sociales est une parade des élites aux risques de révolte des peuples; avec l'apport des sciences sociales on comprend comment les peuples fonctionnent, on les contrôle, on les norme! Les sciences sociales contribuent au contrôle des peuples et au maintien de l'ordre social qui convient à ceux qui dominent.

Dans l'ordre envisagé par la Grande Réinitialisation, l'avancement de la technologie n'est pas destiné à servir l'amélioration des conditions du peuple mais à soumettre l'individu à la tyrannie d'un État technocratique.

«Les experts savent mieux» est la justification.

Elle remplace l'ancienne démocratie, laquelle ne se manifeste plus que sur des sujets sans importance, sur des gadgets/hochets ou réinitialisation.

L'agenda de ceux qui savent

Le plan pour une refonte du monde est l'idée originale d'un groupe d'élite d'hommes d'affaires, de politiciens et de leur entourage intellectuel qui se réunissaient à Davos, en Suisse, en janvier de chaque année. Créé en 1971, le Forum économique mondial est depuis lors devenu un événement méga-mondial. Plus de trois mille dirigeants du monde entier ont assisté à la réunion en 2020.

Sous la direction du WEF, le programme de la Grande Réinitialisation indique que l'achèvement de la transformation industrielle actuelle nécessite une refonte complète de l'économie, de la politique et de la société.

Une telle transformation globale nécessite la modification du comportement humain et, par conséquent, le «transhumanisme» fait partie du programme.

je vous conseille de lire régulièrement Liliane Held Khawam, elle ne cesse d'éclairer le transhumanisme et ses noirceurs

LHK – Le blog de Liliane Held-Khawam

lilianeheldkhawam.com

La grande réinitialisation sera le thème de la cinquante et unième réunion du Forum économique mondial de Davos en 2021.

Son ordre du jour est l'engagement à faire avancer l'économie mondiale vers «un avenir plus juste, durable et résilient».

Le programme appelle à «un nouveau contrat social» centré sur l'égalité raciale, la justice sociale et la protection de la nature.

Le changement climatique nous oblige à «décarboner l'économie» et à mettre la pensée et le comportement humains «en harmonie avec la nature». Le but est de construire «des économies plus égalitaires, inclusives et durables».

Ce nouvel ordre mondial doit être mis en œuvre «d'urgence», affirment les promoteurs du WEF, et ils soulignent que la pandémie «a mis à nu la non-durabilité de notre système», qui manque de «cohésion sociale».

Ingénierie sociale

Le grand projet de réinitialisation du WEF est l'ingénierie sociale au plus haut niveau.

Les partisans de la réinitialisation soutiennent que l'ONU n'a pas réussi à rétablir l'ordre dans le monde et n'a pas pu faire avancer avec force son programme de développement durable -connu sous le nom d'Agenda 2030- en raison de sa manière bureaucratique, lente et contradictoire de travailler.

En revanche, les actions du comité d'organisation du Forum économique mondial sont rapides et intelligentes. Lorsqu'un consensus s'est formé, il peut être mis en œuvre par l'élite mondiale partout dans le monde.

L'idéologie du Forum économique mondial n'est ni de gauche ni de droite, ni progressiste ou conservatrice, elle n'est pas non plus fasciste ou communiste, mais purement technocratique.

En tant que tel, il comprend de nombreux éléments des idéologies collectivistes antérieures.

Dans son fondement philosophique, cette démarche est faciste dans la mesure où l'homme est mis au service d'une idée, l'idée qui est celle d'un groupe coopté qui se place au-dessus des masses.

Au cours des dernières décennies, le consensus s'est dégagé lors des réunions annuelles de Davos, selon lequel le monde a besoin d'une révolution et que les réformes ont pris trop de temps.

Les membres du WEF envisagent un bouleversement profond à court terme.

Le laps de temps devrait être si bref que la plupart des gens se rendront à peine compte qu'une révolution est en cours. Le changement doit être si rapide et dramatique que ceux qui reconnaissent qu'une révolution est en train de se produire n'auront pas le temps de se mobiliser contre elle.

L'idée de base de la Grande Réinitialisation est le même principe qui a guidé les transformations radicales des révolutions française, russe et chinoise.

C'est l'idée du rationalisme constructiviste incorporé dans l'État. On y retrouve la toute Puissance de l'Être suprême.

Mais des projets comme la Grande réinitialisation laissent sans réponse la question de savoir qui dirige l'État. L'État lui-même ne règle pas. C'est un instrument de pouvoir. Ce n'est pas l'État abstrait qui décide, mais les dirigeants de partis politiques spécifiques et de certains groupes sociaux.

Cet État, c'est, comme la Société, une abstraction réifiée qui dissimule sa réalité. Derrière l'abstraction, il y a des hommes, des groupes, des cliques, des gens qui se sont alliés, des gens qui se concertent pour fixer un Agenda, prendre le pouvoir, l'exercer et faire en sorte qu'il ne leur échappe plus.

Les régimes totalitaires antérieurs avaient besoin d'exécutions massives et de camps de concentration pour maintenir leur pouvoir.

Maintenant, avec l'aide des nouvelles technologies, les élites pensent que les dissidents peuvent facilement être identifiés et marginalisés. Les non-conformes seront réduits au silence, on disqualifiera les opinions divergentes comme étant moralement méprisables.

Vous avez compris que c'est ce qui est en train de se passer et que l'enjeu du contrôle des réseaux sociaux est déterminant. Une lutte dans les coulisses pour la Normalisation -au sens de porteurs de normes- de ces réseaux sociaux et leur mise au service du Grand Agenda est en cours.

Les verrouillages et confinements de 2020 offrent un aperçu du fonctionnement de ce système.

Les verrouillages ont fonctionné comme s'ils avaient été orchestrés.

Comme s'ils suivaient un seul commandement, les dirigeants des grandes et des petites nations -et à différents stades de développement économique- ont mis en œuvre des mesures presque identiques.

Non seulement de nombreux gouvernements ont agi à l'unisson, mais ils ont également appliqué ces mesures sans se soucier des conséquences négatives d'un tel verrouillage mondial.

Des mois de gel économique ont détruit la base économique de millions de familles.

Avec la distanciation sociale, le verrouillage a produit une masse de personnes incapables de prendre soin d'elles-mêmes.

Premièrement, les gouvernements ont détruit les moyens de subsistance, puis les politiciens se sont présentés comme le sauveur. La demande d'assistance sociale n'est plus limitée à des groupes spécifiques, mais est devenue un besoin des masses.

Autrefois, la guerre était ce qui faisait la force de l'État. Il se renforçait lors des guerres. Ce n'est pas un hasard si, spontanément, les chefs d'Etat ont retrouvé le vocabulaire guerrier pour donner plus de force à leur propos et ainsi s'attirer un pouvoir supplémentaire et une légitimité supplémentaire. Macron a été l'un des pionniers en ce sens. Le gouvernement qu'il vient de nommer n'est pas un gouvernement politique ou démocratique, c'est un gouvernement de combat.

Maintenant, c'est la peur de la maladie qui joue ce rôle.

Ce qui nous attend, ce n'est pas l'apparente convivialité d'un État-providence bienveillant et complet avec un revenu minimum garanti, des soins de santé et une éducation pour tous. Non, c'est la servitude et même plus loin, la perte du souvenir même de la liberté et de l'autonomie. L'authenticité, au sens propre et fort, de votre vie est amenée à disparaître.

Les verrouillages et confinements et leurs conséquences ont apporté un avant-goût de ce qui est à venir: un état permanent de peur, un contrôle comportemental strict, des pertes massives d'emplois et une dépendance croissante à l'égard de l'État. Comprenez bien la question n'est pas d'être imprudent, asocial, de se moquer de la sécurité sanitaire, la question est de prendre conscience du fait qu'il y a utilisation de la peur pour contrôler la masse.

C'est la même chose avec la peur des migrants, elle est utile car elle suscite une demande de contrôle et des lois répressives qui, bien sûr, vont être appliquées et imposées aux citoyens normaux. L'importation de migrants a pour résultat objectif de faire monter la demande de sécurité, la demande de contrôles, la demande de répression et, finalement, la demande de restriction des libertés. Les migrants sont un vecteur d'asservissement des populations locales. Le fait qu'il y ait de plus en plus de déviants est un atout de ceux qui veulent vous contrôler, car grâce aux déviants, ils sont validés à imposer des lois, des coercitions et donc à vous réprimer.

Avec les mesures prises à la suite de la pandémie de coronavirus, un grand pas en avant pour réinitialiser l'économie et la société mondiale a été franchi.

Sans résistance populaire, la fin de la pandémie ne signifiera pas la fin du verrouillage et de la distanciation sociale.

Pour le moment, cependant, les opposants au nouvel ordre mondial de la tyrannie numérique ont toujours accès aux médias et aux plates-formes pour s'opposer. Les lois qui permettent indirectement la censure sont en train d'être prises. Méfiez-vous, le processus est engagé pour baillonner l'expression des gens d'en-bas.

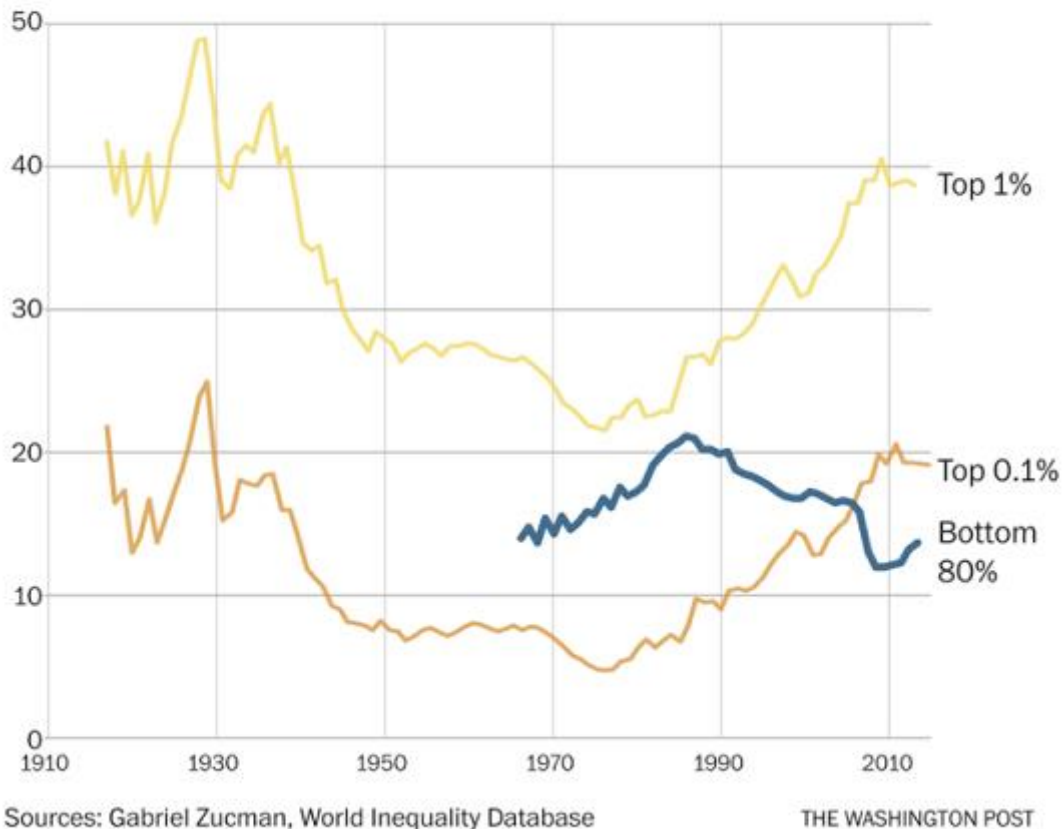
Le temps presse.

Les auteurs du nouvel ordre mondial ont senti le sang. Déclarer le coronavirus comme pandémie s'est avéré utile pour promouvoir le programme de la grande réinitialisation.

Les médias sociaux offrent l'espoir d'atteindre un statut social plus élevé, ce qui est de plus en plus hors de portée dans notre économie où les gagnants sont les plus nombreux.
J'ai souvent évoqué le déclin de la mobilité sociale et la nature addictive des médias sociaux, par exemple dans *Why Is Social Media So Toxic ?*

The top 0.1% now own more than the bottom 80%

Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



J'ai longtemps soutenu que le déclin de la mobilité sociale - c'est-à-dire des possibilités de progresser financièrement et socialement - s'inscrit dans une dynamique plus large que j'appelle la dépression sociale : le déclin social résultant de la stagnation économique et du déclin de la mobilité sociale et de la sécurité financière. La dépression sociale américaine s'accélère.

Le Japon propose une expérience de laboratoire de 30 ans sur les conséquences sociales négatives de la stagnation économique, un sujet que j'aborde depuis 2010 : Le coût non financier de la stagnation : La "récession sociale" et les "générations perdues" du Japon

L'explication classique de l'emprise des médias sociaux sur la dépendance est qu'ils activent les circuits de récompense du cerveau humain un peu comme une drogue créant une dépendance : en effet, nous devenons dépendants du fait d'être "aimés" et de vérifier nos téléphones des centaines de fois par jour pour voir si nous avons reçu des "likes".

La peur de passer à côté de certaines "nouvelles" ou d'un "j'aime" de quelqu'un de notre réseau alimente également la dépendance.

L'attrait inné des médias sociaux pour la dépendance est assez clair, mais ce n'est pas tout ce qui est en jeu ici. En tant qu'animal social, l'homme cherche naturellement à identifier son statut dans l'ordre des priorités et à améliorer sa position par tous les moyens disponibles afin d'augmenter son succès reproductif et sa part relative de ressources.

Les sociétés traditionnelles se sont divisées en une petite élite et une masse beaucoup plus importante de roturiers. En règle générale, la mobilité sociale était limitée à ces roturiers extraordinaires qui étaient particulièrement précieux pour l'élite dirigeante en tant que soldats, scribes, etc.

Dès sa création au début du XIXe siècle, le rêve américain consistait à acquérir la "bonne vie" par le biais de produits de luxe produits en masse, grâce à l'emploi conventionnel ou à l'esprit d'entreprise - deux voies accessibles aux masses. Cet accès à la mobilité sociale de revenus plus élevés permettant l'achat de symboles de statut qui renforcent le statut social a été le pilier de l'économie de consommation moderne.

L'inconvénient des articles de luxe produits en masse (symboles de statut social) est que dans une économie basée sur le crédit, presque tout le monde peut se permettre de les posséder. Ainsi, presque tout le monde peut bénéficier d'un forfait de téléphonie mobile qui offre un iPhone à symbole de statut dans le cadre d'un contrat pluriannuel.

En conséquence, les classes supérieures ont été forcées d'aller plus loin dans le coût et la rareté pour se différencier des masses. Par exemple, maintenant que les voyages exotiques sont abordables pour quiconque dispose d'un crédit, les voyages ont peu de valeur de statut, à moins qu'ils ne soient extrêmement coûteux ou difficiles à reproduire.

Il en va de même pour les arts et autres marqueurs de statut culturel, ainsi que pour les marqueurs traditionnels tels que les yachts et les résidences secondaires (ou tertiaires).

L'économie sous-jacente ayant stagné, l'accès à des niveaux sociaux plus élevés via les revenus du travail s'est détérioré, de sorte que les citoyens ont été contraints de trouver d'autres moyens non financiers pour améliorer leur statut social.

Les médias sociaux répondent parfaitement à ce besoin : ils sont essentiellement gratuits (puisque tout le monde doit de toute façon payer pour le service Internet) et le seul "investissement" est dans le temps : prise de photos et publication de photos sur Instagram et Facebook, publication de commentaires et de liens destinés à attirer les "goûts" tribaux, etc.

Un citoyen au statut social pratiquement nul peut, moyennant un effort suffisant, devenir un "gros bonnet" sur une plateforme de média social.

La barre est suffisamment basse pour attirer des millions de joueurs : quelques dizaines de "j'aime" sont toujours une puissante récompense pour la plupart des gens, tout comme le fait d'avoir quelques centaines de followers / lecteurs.

Les superstars des médias sociaux qui ont des millions d'adeptes sur YouTube ont des groupies de type culte et toutes les autres récompenses du statut social de la reconnaissance et de la célébrité.

Les médias sociaux offrent l'espoir d'atteindre un statut social en ligne plus élevé sans avoir à réussir financièrement dans une économie de type "winner-take-most" ou à posséder l'un des attributs classiques de la célébrité : beauté physique, talent extraordinaire, etc. Ces attributs sont bien sûr utiles pour attirer un public de médias sociaux, mais ils ne sont pas essentiels.

En conséquence, tout le monde se demande "comment un tel ou un tel a pu attirer des centaines de milliers de followers ? La réponse varie, bien sûr : une vidéo virale, un haut niveau de marketing, un style engageant, une présence charismatique devant la caméra, un don pour ce que les autres admirent, etc.

Si nous comprenons les médias sociaux comme un moyen nouveau et accessible à tous d'améliorer notre statut social, leur formidable emprise devient moins mystérieuse.

Comme l'explique Jesse dans notre podcast du salon n°15, "Toxic Tech Platforms and Disposable Social Media Stars", la popularité explosive de TikTok est le résultat direct de sa facilité d'accès et de sa promesse de mobilité sociale. Le modèle de TikTok contourne le processus laborieux d'acquisition d'un statut social en rassemblant des masses d'adeptes/amis et offre une version instantanément accessible de la semi-célébrité grâce au nombre de personnes qui regardent ses vidéos - une semi-célébrité qui peut être monétisée une fois que le nombre de personnes devient suffisamment important.

L'obtention d'un statut social par le biais des médias sociaux est le dernier désespoir d'une société qui a perdu toutes les autres échelles de mobilité sociale significatives. Les salaires conventionnels stagnent depuis des décennies et les salaires non conventionnels (gig economy, etc.) sont généralement bas et précaires. Les filières qui permettaient autrefois d'obtenir des emplois sûrs, bien rémunérés et à statut élevé se sont effondrées ; des légions de docteurs à qui l'on avait dit que leurs années de sacrifice et d'efforts mèneraient à des postes de professeur avec titularisation ou à des postes sûrs au sein du gouvernement ou de l'industrie sont des ronin universitaires, errant de poste temporaire en poste temporaire, en fait des travailleurs hautement qualifiés de l'économie de l'ombre.

Les échelons de l'échelle de l'esprit d'entreprise se sont effondrés à mesure que les coûts et les risques liés à la création d'une entreprise ont augmenté, entassant les espoirs de devenir rapidement riches dans les casinos surpeuplés des start-ups technologiques financées par le capital-risque, qui espèrent toutes atteindre le sommet de l'introduction en bourse et de l'écroulement de la richesse instantanée - la version technologique d'un enfant rêvant de devenir une star de la NBA.

Une économie où le vainqueur remporte la majorité des voix est le seul résultat possible de notre système financier/politique corrompu qui a systématiquement supprimé toute source de mobilité sociale, laissant aux masses peu d'espoir d'échapper à l'asservissement à la dette ou de s'en sortir. Dans ce sombre paysage où les masses perdent constamment du terrain, TikTok et d'autres plateformes de médias sociaux offrent une rare lueur d'espoir à ceux qui ont peu de chances de gagner en reconnaissance ou en richesse dans notre économie du "winner-take-most".

TikTok et les autres médias sociaux reflètent le désespoir ultime d'une société dépourvue de mobilité sociale économiquement significative et de rôles sociaux positifs. Malheureusement, les plateformes de médias sociaux sont toxiques à la fois pour leurs utilisateurs captivés et pour la société en général.

D'un intérêt connexe :

Qu'est-ce qui se cache derrière l'érosion de la société civile ? 2 novembre 2018